



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

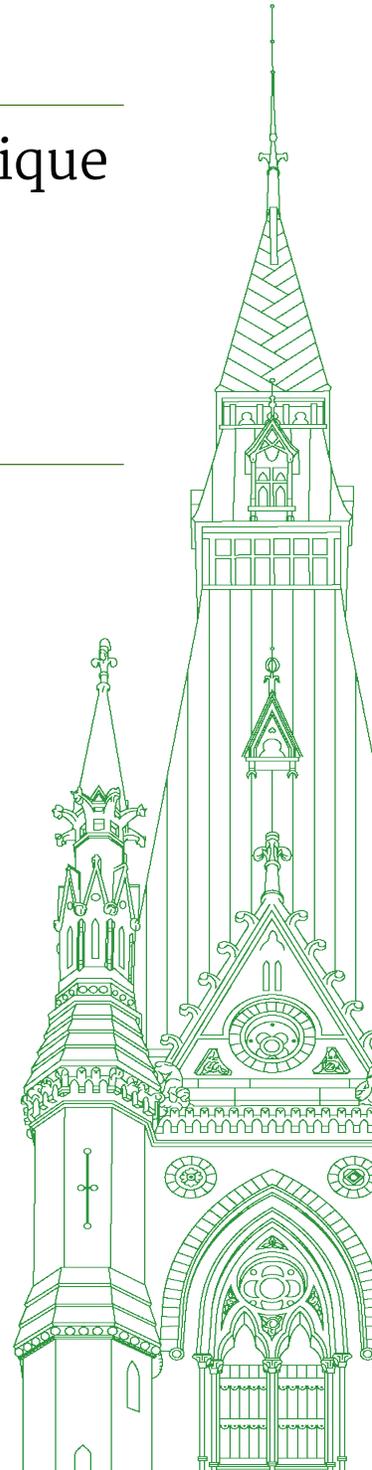
Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 003

Le jeudi 4 mars 2021

Président : M. Raj Saini



Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis

Le jeudi 4 mars 2021

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.)): Je vous souhaite la bienvenue à la troisième réunion du Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis.

Conformément à la motion adoptée par la Chambre le 16 février 2021, le Comité spécial se réunit pour discuter de la relation économique entre le Canada et les États-Unis. Compte tenu de l'échéancier figurant dans la motion adoptée par la Chambre, le Comité se penche aujourd'hui sur la canalisation 5.

Afin de favoriser le bon déroulement de la réunion, j'encourage tous les participants à éteindre leur microphone lorsqu'ils n'ont pas la parole et à s'exprimer par l'entremise de la présidence.

Vous avez accès à l'interprétation en cliquant sur l'icône du globe situé au bas de votre écran. Veuillez noter qu'il est interdit de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de l'écran.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à nos témoins du ministère des Ressources naturelles du Canada: l'honorable Seamus O'Regan, ministre des Ressources naturelles; Jean-François Tremblay, sous-ministre; Glenn Hargrove, sous-ministre adjoint, Bureau de la politique stratégique et investissement en matière d'hydrocarbures; Mollie Johnson, sous-ministre adjointe, Secteur de l'énergie à faibles émissions de carbone; Jeff Labonté, sous-ministre adjoint, Secteur des terres et des minéraux, et Beth MacNeil, sous-ministre adjointe, Service canadien des forêts.

Monsieur le ministre, soyez le bienvenu. C'est un plaisir de vous accueillir au Comité aujourd'hui. Nous avons hâte d'entendre votre exposé. Je sais que vous êtes avec nous pendant seulement une heure, et qu'ensuite nous allons poursuivre la réunion avec les représentants du ministère.

Monsieur le ministre, la parole est à vous.

[Français]

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles): Je vous remercie, monsieur le président.

[Traduction]

Je suis heureux de me joindre au Comité depuis l'île de Terre-Neuve, les terres ancestrales des peuples Mi'kmaq et Beothuk, et l'une des provinces canadiennes productrices de pétrole

[Français]

La relation canado-américaine est unique et sans égale. Face aux nombreux défis, surtout ceux des quatre dernières années, elle est restée solide.

[Traduction]

Ne vous y méprenez pas: les États-Unis ont besoin du Canada. Le président Biden a mis l'accent sur la reconstruction et le renforcement de nos relations bilatérales, avec une attention particulière portée à notre mission commune de zéro émission nette d'ici 2050. Nous visons un avenir énergétique à faibles émissions qui ne laisse pour compte aucun travailleur du secteur de l'énergie et aucune région productrice d'énergie.

C'est pourquoi la première rencontre avec un dirigeant étranger a été tenue avec notre premier ministre, et c'est pourquoi nous avons tenu un sommet de haut niveau.

J'ai assisté à cette réunion. Mes collègues et mes homologues ont convenu d'une feuille de route pour le renouveau, conçu pour renforcer cette relation, pour rebâtir nos économies en tenant compte de chacun et pour diriger le monde vers la résolution de la crise climatique.

Nos secteurs de l'énergie et des ressources naturelles sont au coeur de cette feuille de route. Il n'y a pas deux autres pays dont les secteurs énergétiques sont aussi intégrés que les nôtres. En effet, 70 pipelines et près de trois douzaines de lignes de transport d'énergie traversent la frontière. Le commerce de l'énergie représente plus de 100 milliards de dollars par année. C'est aussi plus de 2 millions de barils de pétrole par jour. Les États-Unis sont de loin notre plus grand client.

Permettez-moi maintenant d'être très clair. Nous sommes déçus de la décision du président Biden de révoquer le permis de Keystone XL. En fait, nous sommes très mécontents de la décision, et nous lui avons dit directement et clairement. Les États-Unis auront encore besoin du pétrole brut lourd canadien, malgré la décision du président Biden.

Il y a quatre ans, à Houston, le premier ministre a déclaré ceci: « Rien n'est plus essentiel à l'économie américaine que l'accès à une source d'énergie sûre et fiable. Le Canada est cette source. » C'était vrai à l'époque, et c'est tout aussi vrai aujourd'hui. Cela m'amène à vous parler de la canalisation 5 d'Enbridge.

Elle constitue un lien énergétique et économique essentiel. Elle est essentielle à la sécurité énergétique du Canada et à celle des États-Unis. Des deux côtés de la frontière, des milliers d'emplois en dépendent. Le chauffage de milliers de domiciles de part et d'autre de la frontière en dépend aussi.

Nous prenons très au sérieux la menace qui pèse sur notre sécurité énergétique. C'est la raison pour laquelle nous avons soulevé la question de la canalisation 5 directement auprès du président et de membres de son cabinet lors de nos réunions de la semaine dernière. Je puis assurer aux membres du Comité que nous examinons toutes les options qui s'offrent à nous. La fermeture de la canalisation 5 aurait de profondes conséquences au Canada et aux États-Unis.

Hier, je me suis entretenu avec mon homologue, la secrétaire Granholm, qui, permettez-moi d'ajouter, a un lien avec Terre-Neuve. En effet, sa mère a grandi au bout de la rue. J'ai porté à son attention la question de la canalisation 5. J'ai soulevé cette question en tant qu'enjeu de sécurité énergétique. En tant qu'ancienne gouverneure du Michigan, elle comprend à quel point la canalisation 5 est essentielle à cet État et à l'ensemble des États-Unis.

[Français]

Je sais que l'ambassadrice Hillman va s'adresser au Comité aujourd'hui. J'aimerais saisir cette occasion pour remercier l'ambassadrice Hillman, le consul général du Canada à Détroit, M. Joe Co-martin, l'équipe de l'ambassade canadienne à Washington ainsi que tous nos diplomates qui défendent tous les jours nos intérêts à Washington, à Détroit et à Lansing.

[Traduction]

Cette relation bilatérale présente des défis, notamment en matière de bois d'oeuvre. Les droits imposés sont injustifiés et injustes. Ils font du mal à nos travailleurs, à notre industrie, et ce, des deux côtés de la frontière. Nous avons abordé ce volet avec le président la semaine dernière.

Je crois que le pare-brise est plus grand que le rétroviseur parce qu'il y a aujourd'hui plus d'alignement dans cette relation qu'il n'y en a jamais eu auparavant, non seulement en ce qui concerne les objectifs du gouvernement du Canada, mais aussi ceux des gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan.

[Français]

Il existe des occasions de renforcer encore plus cette relation. Cette amitié est bien plus profonde qu'un projet ou qu'une infrastructure énergétique.

[Traduction]

Hier, nous avons discuté longuement avec la secrétaire Granholm des occasions qui s'offrent à nous d'accroître notre collaboration et de faire progresser des technologies porteuses de changements comme le captage de minéraux essentiels et du carbone. Les États-Unis souhaitent travailler avec nous parce que nous possédons 13 des 35 minéraux qu'ils considèrent comme essentiels, et nous voulons nous assurer de détenir des chaînes d'approvisionnement résilientes pour empêcher la domination de la Chine. Ils veulent travailler en étroite collaboration avec nous sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, le CUSC, afin que nous parlions d'une seule voix et que nous permettions aux travailleurs des secteurs pétrolier et gazier de mener les efforts visant la décarbonisation.

La feuille de route pour un partenariat américano-canadien renouvelé nous procure un plan pour protéger notre infrastructure énergétique hautement intégrée, comme la canalisation 5, et pour maintenir la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement, comme le pétrole brut canadien envoyé vers le sud.

• (1540)

[Français]

Il s'agit d'un plan qui vise à renouveler et à renforcer les accords bilatéraux existants sur les minerais critiques, à faire avancer des solutions naturelles, à harmoniser des normes et des règlements, à augmenter la compétitivité et à assurer un pied d'égalité pour nos entreprises.

[Traduction]

Ce qui compte le plus, ce sont les gens. Ce sont les travailleurs et c'est de s'assurer qu'aucun travailleur n'est laissé pour compte, de s'assurer qu'aucune région ou province productrice d'énergie, comme la mienne, ne soit laissée pour compte. Nous aurons besoin de l'ingéniosité, de la détermination et du travail acharné de nos travailleurs de l'énergie dans nos provinces productrices d'énergie pour bâtir notre avenir énergétique à faibles émissions.

Monsieur le président, comme je l'ai dit au début, il s'agit de la relation bilatérale la plus importante pour le Canada. Nous devons maintenir une bonne relation, et je dois dire que nous avons réussi à maintenir une relation avec un président imprévisible au cours des quatre dernières années. Nous allons l'améliorer et la renforcer avec une relation prévisible pour les quatre prochaines années, et ce, au profit des travailleurs de l'Alberta, de la Saskatchewan, de Terre-Neuve-et-Labrador et de tout le Canada.

[Français]

Je suis accompagné aujourd'hui des dirigeants du ministère: M. Jean-François Tremblay, sous-ministre; Mme Mollie Johnson, sous-ministre adjointe du Secteur de l'énergie à faible émission de carbone; M. Glenn Hargrove, sous-ministre adjoint du Bureau de la politique stratégique et investissement en matière d'hydrocarbone; M. Jeff Labonté, sous-ministre adjoint du Secteur des terres et des minéraux; et Mme Beth MacNeil, sous-ministre adjointe du Service canadien des forêts.

Nous serons heureux de répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre, pour votre déclaration liminaire.

Nous allons tout de suite passer aux questions. Le premier intervenant est M. Strahl. Vous disposez de six minutes.

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur le ministre, d'avoir accepté de participer à la réunion d'aujourd'hui.

J'aimerais d'abord parler de la question du maintien d'une bonne relation. Il continue d'y avoir des irritants, et je dirais que, lorsqu'ils ont des répercussions sur des dizaines de milliers d'emplois, il s'agit de bien plus que des irritants. Il y a Keystone XL, la canalisation 5, le bois d'oeuvre, la politique d'achat aux États-Unis et la distribution des vaccins, pour n'en nommer que quelques-uns. Malgré le changement d'administration à Washington, un certain nombre de difficultés persistent.

J'aimerais parler en premier lieu de Keystone. Je vais vous faire part d'une déclaration publiée par les Syndicats des métiers de la construction. Ils ont déclaré être « consternés par la décision de l'administration Biden d'annuler le permis accordé à Keystone XL — projet créant plus de 15 000 emplois syndiqués hautement payés partout au Canada et aux États-Unis. »

Nous avons entendu l'opinion de syndicats des deux côtés de la frontière, qui sont extrêmement déçus de cette décision et qui, je crois, étaient aussi extrêmement déçus, comme nous le sommes, d'entendre ce qu'a répondu le premier ministre la fin de semaine dernière à l'émission *Meet the Press* lorsque l'animateur lui a demandé « Allez-vous cesser de demander... Allez-vous cesser de défendre ce projet? » et « Estimez-vous que le projet de pipeline Keystone est mort? ». Le premier ministre a répondu « Je crois qu'il est assez clair que l'administration américaine a pris sa décision, et nous souhaitons bien davantage nous assurer que nous allons de l'avant d'une façon qui est satisfaisante pour nos deux pays. »

Je crois qu'il a dit passablement clairement qu'il va cesser de défendre le projet Keystone. Étant donné que les États-Unis ont pris une décision concernant Keystone XL, le premier ministre a essentiellement affirmé que le combat est terminé.

Une décision a aussi été prise par la gouverneure du Michigan, qui est extrêmement proche du président Biden. Elle a été envisagée pour être la colistière et elle était un rouage indispensable du collège électoral afin de permettre au président Biden d'être élu. Elle est très proche de lui. Pourquoi est-ce que les quasi 30 000 travailleurs à Sarnia, dans le sud de l'Ontario et au Québec qui sont touchés devraient avoir confiance que votre gouvernement se battra pour les emplois rattachés à la canalisation 5 alors qu'il a affirmé que les emplois liés à Keystone XL sont perdus en raison d'une décision de l'administration américaine et qu'il ne vaut plus la peine de se battre pour ces emplois?

● (1545)

L'hon. Seamus O'Regan: En ce qui concerne Keystone XL, dès que le président a été élu, nos gouvernements, celui de l'Alberta et du Canada, ont commencé à travailler main dans la main. Une équipe composée de moi-même, de l'envoyé de l'Alberta à Washington, James Rajotte, et de la ministre Sonya Savage, la ministre de l'Énergie du gouvernement albertain, a commencé à se réunir une fois par semaine, parfois davantage, pour peaufiner le plan.

Nous savions que le président avait fait une promesse importante durant la campagne, et je crois que la plupart des membres du Comité peuvent comprendre qu'une grande promesse électorale a du poids. Elle semblait certes en avoir pour le président. Néanmoins, nous avons livré bataille, car le projet Keystone nous tenait à cœur. Nous étions d'avis, comme le premier ministre l'a expliqué au premier ministre de l'Alberta, que le projet Keystone XL de 2015 et le projet Keystone XL de 2020-2021 sont très différents.

J'étais très fier de défendre Keystone XL. TC Energy avait fait tout ce qu'il fallait, à mon avis. Elle proposait un pipeline carboneutre en ayant recours à des sources d'énergie renouvelable aux stations de pompage, à savoir les énergies éolienne et solaire. Elle travaillait avec des syndicats des deux côtés de la frontière, des Autochtones américains et des Premières Nations de ce côté-ci de la frontière. Toutes les cases étaient cochées. Le matin de l'investiture du président, nous avons appris que ce jour-là le président allait révoquer le permis. Je l'ai appris très tôt, ici, à Terre-Neuve, et je devais annoncer la nouvelle à mes collègues, les ministres de l'Éner-

gie de l'Alberta et de la Saskatchewan. Ces conversations n'ont pas été faciles, parce que nous avons travaillé très fort sur ce dossier.

J'ai discuté de cette décision, et j'en ai parlé pratiquement de la même façon que je viens de le faire, avec la secrétaire Granholm hier lors de notre entretien. Son premier appel à l'étranger m'était adressé, conformément à ce qu'avaient fait les autres membres du cabinet du président, c'est-à-dire communiquer avec leurs homologues canadiens. J'ai aussi expliqué clairement que notre point de vue était le même pour la canalisation 5.

Comme je l'ai dit durant mon exposé, bien des choses sont harmonisées, non seulement entre le gouvernement du Canada et l'administration Biden, mais aussi, je crois, comme je l'ai dit aux ministres Eyre et Savage, entre notre gouvernement et les gouvernements provinciaux. Nous devons travailler ensemble...

M. Mark Strahl: Pardonnez-moi, monsieur le président, mais je veux seulement m'assurer... Mon temps est limité, alors j'aimerais bien que...

Le président: Il vous reste 50 secondes.

M. Mark Strahl: Il semble fort bien que le plan visant à défendre la canalisation 5 soit identique au plan élaboré pour défendre Keystone XL. Nous savons, d'après ce qu'il nous a dit, que le premier ministre a défendu ce projet auprès du président Biden. Si vous défendez de la même façon les emplois touchés par la canalisation 5, pourquoi vous attendez-vous à un résultat différent de celui que vous avez obtenu pour Keystone XL?

L'hon. Seamus O'Regan: Les deux dossiers sont très différents. Affirmer cela ne diminue en rien le fait, monsieur Strahl, que 1 000 personnes ont été mises à pied le jour de l'investiture du président, le jour où il a révoqué le permis. Nous défendons la canalisation 5 sur tous les fronts, et nous sommes confiants. Il s'agit d'un pipeline en exploitation qui non seulement fournit un emploi à des gens en Ontario, en Alberta et au Québec, mais qui offre aussi une sécurité énergétique à ces provinces et à des États américains également.

Nous défendons ce projet sur le front diplomatique et nous sommes prêts à avoir recours à toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que la canalisation 5 demeure opérationnelle. L'exploitation de la canalisation 5 est non négociable.

Le président: Merci, monsieur Strahl.

La parole est maintenant à M. Housefather pour six minutes.

Allez-y.

M. Anthony Housefather (Mont-Royal, Lib.): Je vous remercie beaucoup.

Monsieur le ministre, je suis ravi de vous voir comparaître devant le Comité. Je vous remercie pour votre présence et je vous félicite pour l'amélioration de votre français.

J'ai quelques questions à poser à la suite des propos formulés par M. Strahl.

Est-ce que le président Biden a promis, durant la campagne, de mettre fin au projet Keystone XL?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, au mois de mai.

M. Anthony Housefather: Est-ce que le président Biden a promis, durant la campagne, de fermer la canalisation 5?

L'hon. Seamus O'Regan: Non, il n'a pas fait cette promesse à ma connaissance.

M. Anthony Housefather: Je vois déjà une grande différence.

J'ai quelques questions à vous poser au sujet de la canalisation 5, mais j'aimerais auparavant vous poser une question d'un autre ordre. Vous êtes le premier ministre étranger à vous être entretenu avec la secrétaire Granholm, nouvellement confirmée à son poste. Nous avons beaucoup de choses en commun avec l'administration Biden au chapitre des changements climatiques. Pouvez-vous me dire si vous avez ou non discuté des changements climatiques avec l'ancienne gouverneure Granholm et si vous entrevoyez des façons de travailler avec les États-Unis pour atteindre nos objectifs de l'Accord de Paris?

• (1550)

L'hon. Seamus O'Regan: Au début de l'entretien, nous avons discuté du fait que sa mère est originaire de St. John's. Elle est née sur Newtown Road, qui se trouve au bout de la rue, et elle fréquente l'église située aussi juste au bout de ma rue. Ce sont là des aspects intéressants. Je lui ai expliqué que puisqu'elle est à demi Terreneuvienne, cela signifie qu'elle est une personne très terre à terre.

Je dirais que nous avons eu un bon premier entretien. J'aurais aimé qu'il ait lieu plus tôt, parce que nous avons tous hâte de nous mettre au travail, mais, bien entendu, elle a été confirmée à son poste par le Sénat américain la semaine dernière seulement. Comme je l'ai dit, j'ai soulevé la question de la canalisation 5 et du projet Keystone et j'ai exprimé notre déception à l'égard de la décision qui a été prise. J'ai exprimé de sérieuses préoccupations quant à des menaces à notre sécurité énergétique. Notre relation est bien plus profonde que ces deux dossiers, car 70 pipelines traversent la frontière ainsi que trois douzaines de lignes de transport d'énergie.

La secrétaire Granholm fait preuve de beaucoup d'enthousiasme à l'égard du dossier. Je pense que nous allons travailler très bien ensemble dans l'intérêt des travailleurs et de nos secteurs de ressources naturelles.

Nous sommes considérablement sur la même longueur d'onde, comme je l'ai dit, non seulement en ce qui concerne les objectifs du gouvernement du Canada, mais aussi en ce qui a trait aux objectifs des gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan relativement aux minéraux essentiels et au CUSC. J'ai communiqué hier matin avec la ministre Savage et le ministre Nally du gouvernement albertain pour discuter du CUSC et du fait que j'ai soulevé cet aspect lors de mon entretien avec la secrétaire Granholm ainsi que l'importance que revêt le CUSC pour l'Amérique du Nord.

J'ai plus ou moins paraphrasé des propos qu'a tenus la secrétaire Granholm bien avant qu'elle ne soit candidate, à savoir qu'il y a trois missions à accomplir: atteindre la carboneutralité d'ici 2050, en réduisant les émissions là où nous le pouvons; avoir une économie qui continue de croître et de prospérer, ce qui est essentiel; et ne laisser personne pour compte, notamment les régions productrices d'énergie, comme la mienne, et les travailleurs du secteur de l'énergie. C'est ce sur quoi nous travaillons dans l'intérêt des travailleurs des deux côtés de la frontière.

M. Anthony Housefather: Excellent!

Permettez-moi, maintenant, de vous poser quelques questions sur la canalisation 5. Étant avocat, je dois vous questionner un peu sur notre position juridique, qui, je pense, nous aide à comprendre notre position diplomatique et la force que nous pouvons déployer pendant les négociations.

Vu les accords bilatéraux et les traités internationaux qu'il a signés avec les États-Unis, le gouvernement du Canada croit-il que la tentative du Michigan d'abolir la servitude sur la canalisation 5 viole ces accords et traités?

L'hon. Seamus O'Regan: La discrétion sur notre stratégie juridique m'oblige à la prudence, sans vouloir vous offenser. L'une des grandes leçons des négociations de l'ALENA 2.0 et de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique a été celle d'éviter de négocier en public. Le sous-ministre adjoint d'Affaires mondiales Canada vous a dit la vérité absolue. Nous examinons chaque option. Notre méthode de travail est pangouvernementale, comme on l'entend trop souvent, mais, dans le cas présent, ce n'est pas une exagération. Nous collaborons étroitement avec les ministères des Affaires étrangères et de la Justice pour ne jamais être pris au dépourvu.

Dans son sens le plus littéral, voilà une dispute entre promoteurs, entre l'exploitant Enbridge et un État. Cela dit, les enjeux, pour nos provinces et notre pays, sont considérables. Le gouvernement fédéral est aux aguets comme un faucon dans son nid. Sa surveillance ne se relâche jamais, si bien que nous serons fin prêts à intervenir précisément au bon moment.

Le président: Monsieur Housefather, il vous reste 45 secondes. Soyez bref.

M. Anthony Housefather: Assurément. En guise de conclusion, monsieur le ministre, j'ai bien aimé notre conversation. Mais, même s'il est évident que vous ne voulez pas négocier en public, la position juridique du gouvernement du Canada est au coeur de notre compréhension, à nous le Comité, de la stratégie de la canalisation 5, et, que ce soit à huis clos ou en séance publique, je voudrais que le conseiller juridique du gouvernement du Canada vienne nous l'expliquer.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Housefather.

• (1555)

[Français]

Monsieur Savard-Tremblay, vous avez la parole pour six minutes.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Merci, monsieur le président.

Je salue l'ensemble de mes collègues, et je remercie nos témoins de leur présence.

Pour commencer, j'aimerais poser une question concernant la canalisation 5.

Une étude d'impact a-t-elle été faite au sujet des pertes d'emplois dans chacune des provinces?

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Une étude officielle d'impact... Je n'en suis pas tout à fait sûr, franchement, mais nous connaissons très bien le nombre d'emplois en jeu et l'impact sur la sécurité énergétique. Nous savons à quel point c'est vital pour, par exemple, Sarnia, pour l'économie et les travailleurs locaux: 5 000 emplois directs, 23 000 indirects.

La canalisation 9 livre 53 et 66 % du brut destiné respectivement à l'Ontario et au Québec. La canalisation 5 approvisionne quatre raffineries ontariennes et deux québécoises, à Montréal et à Lévis.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Croyez-vous que Suncor et Valero seraient incapables de s'approvisionner ailleurs par d'autres moyens?

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Voilà une question hypothétique qui, j'en suis très persuadé, n'aura pas besoin d'être posée, mais elle vaut la peine d'être examinée, pour que nous comprenions tous les enjeux. Les gens ne sont pas condamnés à grelotter. Ça signifie seulement qu'on continuera de transporter ces molécules énergétiques par terre, fer ou mer. Mais il faudra que ce soit raccordé à la source, parce que, certainement, on ne laissera pas les gens avoir froid.

J'attire votre attention sur l'éditorial du *Detroit News* de la semaine dernière, qui semblait viser de façon singulière la gouverneure Whitmer. Il affirme que la canalisation 5 est l'une des raisons pour lesquelles les Michiganiens sont restés au chaud quand tant d'habitants d'États limitrophes ont été plongés dans le froid, particulièrement plus au sud, au Texas.

Elle répond à 65 % des besoins en propane de la péninsule nord du Michigan, à 55 % de ceux de tout l'État et elle apporte 28 % de la matière première servant à la production de carburéacteur à l'aéroport de Détroit. C'est important pour ces destinations et les raffineries du Michigan, de l'Ohio, de la Pennsylvanie, qui dépendent toutes d'elle pour le maintien de leurs opérations. Deux raffineries de Toledo, en Ohio, risquent la fermeture si la canalisation 5 ferme également. Des milliers d'emplois directs et d'emplois en sous-traitance dans des métiers spécialisés, dont la contribution annuelle à l'économie se chiffre à 5,4 milliards de dollars, seraient à risque.

La fermeture de la canalisation 5 provoquerait une pénurie quotidienne de plus de 14 millions de gallons, et, au Michigan seulement, celle de propane s'élèverait à plus de 750 000 gallons. Ce n'est pas rien.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Cela dit, on sait, par exemple, que l'oléoduc est protégé par l'accord de 1977, qui concerne les oléoducs entre les États-Unis et le Canada. Vous me le direz si je me trompe.

Comment évaluez-vous les chances réelles qu'il y ait une fermeture de cette canalisation?

À priori, cela semble très peu probable.

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Je suis encouragé par une récente décision judiciaire, au Michigan, qui donnait à l'État et à Enbridge un délai d'un mois pour se trouver un médiateur. Ça signifie que le processus est engagé. Il progresse. J'aurais préféré que ç'ait été réglé hier, mais j'y vois un signe plein d'espoir du très grand désir du tribunal d'amener les parties à s'entendre de leur plein gré.

C'est l'option que nous favorisons: un règlement rapide par les principales parties en cause, c'est-à-dire, encore une fois, Enbridge et l'État du Michigan. Nous nous tenons seulement prêts à tout autre dénouement.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Si j'ai bien compris votre présentation d'aujourd'hui, il n'y a pas vraiment eu d'étude sur les potentielles pertes d'emplois. On ne sait pas non plus s'il y a

d'autres sources d'approvisionnement, bien que l'on puisse soupçonner, dans le cas du Québec, qu'il y en a d'autres et que Suncor et Valero seraient capables d'en trouver d'autres. De plus, il y a probablement un accord qui rend la fermeture hautement improbable. Je vous avoue que je cherche la catastrophe potentielle.

Je comprends que cette canalisation est utile, bien que les arguments du Michigan ne soient pas entièrement sans fondement. Nous sommes évidemment sensibles aux risques pour les cours d'eau, et il est tout à fait légitime de prendre cela au sérieux.

Cela dit, je vous avoue que je ne vois pas en quoi il y a péril en la demeure dans le cas précis du Québec, en ce moment.

• (1600)

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Permettez-moi d'éclairer l'honorable député. Même si je n'ai pas connaissance de l'existence d'une stratégie officielle ou de répercussions avérées, ç'a été fait — je fais simplement preuve d'une grande transparence avec vous — depuis l'évolution la plus récente du dossier du fait de l'État du Michigan, nous avons une très bonne idée des éventuels impacts, parce que nous connaissons l'importance, maintenant, de la canalisation 5. Nous savons donc ce que sa disparition causerait.

Voilà pourquoi, avant tout, notre option première est d'empêcher cette fermeture, et nous y travaillons quotidiennement. Les pressions sont très fortes aux niveaux politique et diplomatique. Cette canalisation déjà exploitée et utilisée ne présente pas d'augmentation de la production. Depuis 65 ans, elle livre un produit des plus indispensables aux États-Unis. Elle fait partie intégrante de la sécurité énergétique de ce pays, tout comme du nôtre.

Permettez que je le dise sans détour. Les États-Unis ont besoin du produit. Ils comptent dessus. Le Michigan compte dessus pour le chauffage des maisons. La canalisation 5 répond à 65 % des besoins en propane de la péninsule nord et à 55 % de ceux de tout l'État. C'est un lien vital pour les raffineries de Toledo, en Ohio, et pour l'industrie pétrochimique du Québec, les deux raffineries de Lévis, en banlieue de Montréal, dont l'activité dépend des canalisations 5 et 9. C'est également un lien vital, comme je l'ai dit, pour les raffineries de l'Ohio et pour au moins deux d'entre elles, à Toledo. Faute d'un approvisionnement suffisant, celles de l'Ohio devraient fermer.

Le produit continue d'être acheminé vers le sud, mais, sans canalisation 5, il faudrait le transporter par chemin de fer, par camion et par bateau, tous des moyens moins fiables, bien moins sûrs dans le cas des hydrocarbures transportés par chemin de fer comme l'a montré la tragédie de Lac-Mégantic, en 2013.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Savard-Tremblay.

[Traduction]

Monsieur Blaikie, vous disposez de six minutes.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Merci beaucoup.

Une nuance importante aux yeux des néo-démocrates à faire dans le débat sur la canalisation 5 et dans ceux qui ont eu lieu et qui ont encore lieu sur le pipeline Trans Ex et le projet Keystone XL est que, en premier lieu, la canalisation 5 est une infrastructure existante. Ce n'est pas une construction nouvelle et elle ne dépend pas de l'augmentation du débit journalier de production ni de la vitesse d'extraction pour apporter des avantages économiques au Canada.

Autre avantage important, bien sûr, c'est qu'elle pourvoit à des emplois à valeur ajoutée. Elle ne contribue pas au pillage des ressources et à leur expédition ailleurs pour en tirer là-bas la valeur ajoutée d'une éventuelle transformation.

C'est important de le savoir.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit que vous étiez fier de votre travail pour la défense du projet Keystone XL, qui, comme d'autres, dépend d'un débit majoré d'extraction pour être rentable.

Je me demande si, en votre qualité de ministre des Ressources naturelles dont le rôle est important dans la stratégie énergétique canadienne, vous pouvez dire à notre comité à combien se chiffrent actuellement les émissions de gaz à effet de serre au Canada et à combien il faut les réduire pour que le Canada remplisse d'ici 2030 ses engagements de l'Accord de Paris.

L'hon. Seamus O'Regan: Je suis d'abord très heureux d'entendre cette distinction qui explique la grande particularité de la canalisation 5, le fait qu'elle est opérationnelle. En fait, je l'ai fait remarquer à la secrétaire d'État Granholm. Ce projet bénéficie de vastes appuis dans tout le spectre politique, et j'ai l'impression qu'elle l'a pris à cœur.

Je vois bien où conduit la conversation, parce que, pour certains, il semble contradictoire que notre gouvernement soit le plus ambitieux de l'histoire du Canada dans sa lutte contre le changement climatique tout en comptant en son sein un membre, moi, qui est très fier de l'industrie pétrolière et gazière ainsi que des travailleurs de ce secteur.

J'en ai discuté avec plusieurs interlocuteurs, et, pas plus tard que ce matin, avec les représentants de métiers de la construction de l'Alberta, des joueurs dont nous aurons besoin pour abaisser les émissions. C'est eux qui ont réussi à trouver une méthode pour extraire les hydrocarbures du sable et nous hisser au quatrième rang mondial des producteurs de pétrole et de gaz. Il leur en a fallu de l'ingéniosité, du travail et de la détermination.

Je peux vous dire que je vis peut-être dans l'une des rares provinces où le nombre de vols a augmenté. On en a ajouté un, entre Deer Lake et Toronto, exclusivement pour les travailleurs qui font la navette quotidienne et hebdomadaire entre ma province et l'Alberta et la Saskatchewan pour accomplir leur travail posté ou non dans l'industrie pétrolière et gazière de ces deux provinces ou d'ici.

Retenir et garder ces travailleurs, voilà la priorité absolue de mes priorités, parce que c'est eux qui abaisseront les émissions et qui révolutionneront le secteur énergétique canadien. Ils nous aideront à mener le monde, à abaisser les émissions et à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

• (1605)

M. Daniel Blaikie: Étant moi-même électricien en bâtiment et fier d'appartenir à la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, je suis certainement d'accord avec vous pour dire que les

gens de métiers seront ceux qui aideront à la transition vers une économie moins carbonée, mais il faudra que le gouvernement n'oublie pas nos émissions actuelles et nos objectifs.

Pouvez-vous dire à notre comité quelles sont les émissions de gaz à effet de serre, actuellement et à quel niveau nous devons les abaisser d'ici 2030, pour honorer nos engagements de l'Accord de Paris?

L'hon. Seamus O'Regan: Ce sera un travail ambitieux. D'abord, nous sommes encouragés par la baisse continue de l'intensité des émissions du secteur pétrolier. Nous sommes encouragés par l'évolution importante du marché. Nous en avons vu les premiers signes l'année dernière, avant la pandémie, quand BlackRock, le premier gestionnaire mondial d'actifs privés, s'est débarrassé de ses actions du secteur pétrolier. C'était un avertissement évident. Les investisseurs du monde entier privilégieront les secteurs principalement situés dans des pays qui combattent sérieusement le changement climatique. Nous devons donc abaisser ces émissions.

Voilà pourquoi la capture et la séquestration du carbone est une stratégie dont je discutais, pas plus tard qu'hier, avec les ministres Savage et Nally de l'Alberta, une discussion que j'ai poursuivie avec la secrétaire Granholm. Il est absolument essentiel de réussir la capture et la séquestration du carbone, non seulement pour abaisser les émissions attribuables aux hydrocarbures, mais, également, pour ce que je crois être une industrie de l'hydrogène en formation dans notre pays.

M. Daniel Blaikie: Bien sûr, l'Accord de Paris ne parle pas de l'intensité des émissions. Il y est question d'émissions.

L'hon. Seamus O'Regan: C'est très vrai.

M. Daniel Blaikie: Pouvez-vous dire à notre comité quelles sont les émissions actuelles et à quel niveau doivent-elles se situer d'ici 2030 pour que nous honorions nos obligations contractées dans le cadre de l'Accord de Paris?

Je pense que les Canadiens préoccupés par le changement climatique veulent également savoir si la personne chargée de la planification fédérale du secteur énergétique accorde mentalement la priorité à ces questions, que ce soit des objectifs que vous gardez à l'esprit quand vous discutez de planification de projets, ou, on peut le présumer, d'une sorte de stratégie énergétique continentale avec les États-Unis, ce qui, je crois, est implicite dans certaines de vos remarques d'aujourd'hui.

L'hon. Seamus O'Regan: Eh bien, c'est implicite. C'est également une excellente nouvelle pour nos entreprises, aussi, pour leur assurer à toutes des chances égales, dans leur domaine d'activité.

Depuis quatre ans, et même avant...

M. Daniel Blaikie: De combien faut-il réduire nos émissions, d'ici 2030? Il ne me reste que quelques secondes de temps de parole. De combien faut-il réduire nos émissions d'ici 2030 et que faites-vous pour permettre au Canada d'atteindre cet objectif?

L'hon. Seamus O'Regan: Vous avez tout à fait raison, il y a une différence énorme entre l'intensité des émissions et les émissions globales. L'abaissement des émissions globales, encore une fois, pour souligner que l'objet de notre discussion, ici, c'est la neutralité... Voilà pourquoi la capture et la séquestration du carbone sont d'une importance capitale. Le secteur pétrolier et d'autres secteurs de notre économie continueront de produire des émissions. Il faut donc nous en occuper et séquestrer les émissions qui s'y prêtent.

Cette technologie émergente sera absolument indispensable à notre plan climatique. Ce plan, encore une fois le plus ambitieux jamais vu, a été annoncé récemment, en décembre. Il exige le travail coordonné de tous nos ministères, sous la direction du premier ministre et en collaboration très étroite avec les provinces, ce que j'ai travaillé très dur à obtenir.

Le président: Je vous remercie, monsieur Blaikie.

Nous entamons maintenant la deuxième série de questions.

Monsieur Hoback, vous avez cinq minutes.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Je vous remercie, monsieur le président.

Je vous remercie, monsieur le ministre, d'être avec nous aujourd'hui.

Monsieur le ministre, puisque je viens de la Saskatchewan, le dossier de la canalisation 5 me préoccupe certainement beaucoup, et je suis heureux de constater que vous le prenez au sérieux.

Je dois dire que Keystone nous tient beaucoup à cœur, ici en Saskatchewan. Notre premier ministre provincial est très contrarié que nous n'ayons pas participé de façon plus énergique à la défense de Keystone. Quant à ce que nous faisons maintenant, il semble que nous ne faisons rien, mais nous avons pourtant de nombreux alliés aux États-Unis qui aimeraient voir le projet Keystone aller de l'avant.

Tentez-vous de travailler avec ces alliés, afin de voir s'il est possible de relancer et de modifier la décision liée à Keystone?

L'hon. Seamus O'Regan: Je dois bientôt assister à une autre réunion avec l'un de vos anciens collègues, James Rajotte, pour faire le point sur toute une série de questions relatives à l'énergie. La canalisation 5 représente certainement une priorité.

Comme je l'ai dit, monsieur Hoback, je travaille en étroite collaboration avec M. Rajotte et avec Mme Savage, la ministre provinciale de l'Énergie. Cela ne veut pas dire que... Je suis personnellement très déçu de la décision prise par le président américain en ce qui concerne le projet Keystone XL. Comme je l'ai dit, nous y avons tous consacré beaucoup d'efforts, notamment en raison des changements apportés par TC Énergie.

Le pétrole sera transporté aux États-Unis et il sera transporté dans notre pays. Il est donc très important de veiller à ce que cela se fasse de manière aussi sécuritaire et responsable que possible. Je n'ai jamais vu un oléoduc qui remplit autant sa mission que celui du projet Keystone XL de 2020.

M. Randy Hoback: Est-ce que...

L'hon. Seamus O'Regan: Il y a certainement des leçons à tirer de cette situation. La canalisation 5, pour une série de raisons, est une tout autre affaire.

Je suis désolé. Allez-y.

• (1610)

M. Randy Hoback: Oui, le temps est limité, mais je parlerais avec vous pendant 30 minutes, si on me le permettait.

Vous avez parlé des améliorations apportées à notre secteur pétrolier et gazier et du fait qu'il est maintenant beaucoup plus réglementé et responsable en matière d'environnement. Je pense que vous êtes d'accord avec ces commentaires. Dans le cadre de vos discussions sur la voie à suivre avec les États-Unis, les Américains vous donnent-ils des raisons de penser qu'ils modifieront leurs règlements sur, par exemple, le procédé de combustion à flamme contrôlée? Vont-ils s'aligner sur la réglementation canadienne dans ce domaine? Vont-ils s'aligner sur les processus que les entreprises canadiennes doivent suivre pour construire des choses comme les pipelines? Ces règlements seront-ils les mêmes aux États-Unis qu'au Canada?

Nous savons ce qui est arrivé ici, au Canada, en raison de notre processus. Tout ce que nous avons réussi à faire, c'est d'envoyer des liquidités et des investissements aux États-Unis. Selon vous, les règles du jeu s'harmoniseront-elles un jour? À votre avis, comment cela se ferait-il?

L'hon. Seamus O'Regan: Les Américains sont déterminés à atteindre leurs objectifs liés à l'Accord de Paris et à réduire leurs émissions, et ils ont l'intention...

M. Randy Hoback: Oui, mais c'est différent. Cela revient au continent nord-américain. Je parle de la création d'une plateforme compétitive pour l'investissement...

L'hon. Seamus O'Regan: Je comprends ce que vous dites, car j'essaie de dire la même chose. La voie vers la carboneutralité passe par le pétrole et le gaz. La voie vers la carboneutralité passe directement par les provinces productrices de pétrole et de gaz comme la miennne. Cela ne fait aucun doute.

Oui, ils doivent faire face à ces choses. On pourrait penser, j'en suis sûr — je ne vais pas le présérer, mais on pourrait penser qu'ils vont faire exactement la même chose que nous. Je pense que des normes comparables ne feraient qu'accroître les investissements et la volonté de continuer à réduire les émissions. Et c'est exactement ce que nous voulons faire.

M. Randy Hoback: Dans ce cas, si nous constatons que les normes sont cohérentes et que les coûts augmentent en Amérique du Nord à cause de ces nouvelles normes, ferons-nous quelque chose pour veiller à ce que d'autres pays adoptent également ces normes? À quoi ressemblerait une telle mesure? Je sais qu'il a été question d'une taxe de rajustement à la frontière en ce qui concerne la pollution. À votre avis, ferons-nous cela pour nous harmoniser avec les États-Unis? Le cas échéant, qu'est-ce que cela signifie pour l'Ontario, le Québec et l'Est du Canada, qui importent une grande quantité de pétrole de l'extérieur du Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Monsieur Hoback, je sais que la ministre Ng comparaitra devant votre comité et je ferais probablement mieux de lui laisser le soin de répondre à ces questions. Toutefois, nous allons dans la même direction. Les possibilités sont exceptionnelles. Je pense qu'il est juste de dire qu'un grand nombre de nos entreprises ont connu une période très difficile, car nous avons resserré nos normes pour les rendre plus compétitives, car nous savions qu'elles devraient l'être un jour. En effet, le reste du monde resserre ses normes pour réduire les émissions. Maintenant que les Américains sont de la partie, je pense que nous observerons de grands changements sur le marché.

Le marché tend vers la stabilité, la sécurité et la certitude. Je pense que lorsque nous pouvons offrir ces éléments en collaboration avec les Américains, nous devrions le faire. Nous voulons attirer davantage d'investissements dans les projets qui visent à réduire les émissions. Nous aurons besoin de capitaux privés pour y parvenir. Dans d'autres secteurs dans lesquels nous pouvons produire de l'énergie sans nécessairement accroître les émissions, par exemple dans le secteur des énergies renouvelables — qui intéresse particulièrement Mme Granholm, la secrétaire d'État à l'Énergie —, il faudra effectuer des investissements. Il faut créer une certitude pour attirer les investisseurs.

M. Randy Hoback: D'accord. Maintenant, dans le...

Le président: Monsieur Hoback, je vous remercie. Votre temps est écoulé.

M. Randy Hoback: J'ai essayé d'obtenir les 30 minutes dont je parlais.

Le président: Mme Romanado a la parole pour la prochaine série de questions.

Madame Romanado, vous avez cinq minutes.

Mme Sherry Romanado (Longueuil—Charles-LeMoine, Lib.): Je vous remercie beaucoup, monsieur le président.

Bienvenue, monsieur le ministre. Je suis heureuse de vous revoir.

Je tiens à déclarer que je suis d'accord avec l'affirmation selon laquelle la relation entre le Canada et les États-Unis ne se compare à aucune autre. Bien entendu, je m'en voudrais de ne pas souligner les habitants de Gander et la façon dont ils ont accueilli des milliers de passagers en rade après les événements du 11 septembre. Je pense que cela illustre clairement cette relation. Il fallait évidemment que je mentionne cet exemple.

J'aimerais revenir sur certaines questions de mes collègues. Le 13 février dernier, *La Presse* a publié un article intitulé

[Français]

« L'oléoduc que le Québec a oublié ».

• (1615)

[Traduction]

L'article parle abondamment de la canalisation 5. C'est un peu comme si les Québécois ne se rendaient pas compte de l'importance de cette canalisation... et, en 2015, de l'inversion de la canalisation 9B pour acheminer le pétrole brut aux raffineries du Québec. Dans l'article, le journaliste parle des répercussions potentielles de la fermeture de l'oléoduc de la canalisation 5 en ces termes:

[Français]

« Et s'il est mis hors service, le Québec recommencera à s'approvisionner à l'étranger. »

[Traduction]

Il dit également ceci:

[Français]

« À Montréal, Suncor devrait réactiver le vieil oléoduc partant du Maine. Des camions et des trains feront le reste du travail. »

[Traduction]

Vous avez fait allusion aux répercussions potentielles de la fermeture de la canalisation 5. Est-il possible que cette fermeture nous

oblige à importer du pétrole d'autres pays plutôt que de l'obtenir de l'Alberta et de la Saskatchewan? Nous voulons compter sur notre propre industrie pétrolière et gazière. Est-il également possible qu'une quantité de pétrole et de gaz beaucoup plus importante soit transportée par train? Vous avez mentionné l'incident de Lac-Mégantic, qui est encore très présent dans l'empreinte du Québec, ainsi que dans nos esprits et dans nos cœurs.

Pourriez-vous nous dire si la fermeture de la canalisation 5 pourrait avoir des répercussions importantes non seulement sur la sécurité du transport du pétrole, mais aussi sur l'endroit où nous nous approvisionnons en pétrole?

L'hon. Seamus O'Regan: Des plans d'urgence sont établis, mais il est très important pour moi de préciser que je suis persuadé qu'on maintiendra l'exploitation de la canalisation 5. En effet, le maintien de l'exploitation de cette canalisation n'est pas négociable.

Si on tient compte des répercussions que pourrait entraîner sa fermeture — ce qui explique pourquoi les enjeux sont considérables —, je ferais valoir que le pétrole serait tout de même livré sur le marché, mais c'est la façon dont il serait livré sur le marché... Il arriverait par camion, sur une autoroute 401 congestionnée. Il arriverait par train et peut-être aussi par bateau. Le pétrole serait mis sur le marché, mais son transport serait loin d'être aussi sécuritaire que la canalisation 5 a prouvé qu'elle pouvait l'être pendant de nombreuses décennies. Ce moyen a résisté à l'épreuve du temps.

Il est également important de mentionner qu'Enbridge envisage d'effectuer d'importants investissements d'environ 100 millions de dollars, afin d'enfouir plus profondément sous le lit du lac la canalisation qui passe dans le détroit de Mackinac et de l'enrober de béton, afin d'éviter tout incident dans les Grands Lacs.

L'efficacité de ce processus a été prouvée au fil du temps par le département américain des Transports. Ce département dispose d'une agence qui s'occupe de l'expédition de matériaux dangereux et qui a renforcé la sécurité dans ce domaine. Tout le monde a renforcé la sécurité dans ce domaine, et on continue d'autoriser les améliorations à la canalisation 5. Cette autorisation est délivrée par l'État du Michigan.

J'ai bon espoir... En fait, c'est plus que cela. Je ne devrais pas dire que j'ai bon espoir, car l'espoir n'a rien à voir avec cela. Je suis persuadé que l'État et Enbridge parviendront à un accord. Je suis encore plus confiant en raison de la décision judiciaire qui a été rendue récemment et qui consiste à veiller à ce que ces entités aient recours à un médiateur et que ce dernier soit choisi d'ici un mois.

Le président: Madame Romanado, vous avez 20 secondes.

Mme Sherry Romanado: Très brièvement, je sais que vous ne négociez pas en public et je ne m'attends pas à ce que vous le fassiez, mais je sais que vous avez discuté de la question avec votre homologue, la secrétaire d'État à l'Énergie, comme vous l'avez mentionné.

Je constate que vous n'aurez malheureusement pas le temps de répondre à ma question, mais je vous encourage vivement à poursuivre vos discussions. Nous espérons que vous réussirez à résoudre la situation.

Le président: Je vous remercie, madame Romanado.

[Français]

Monsieur Savard-Tremblay, vous disposez de deux minutes et demie.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je vous remercie, monsieur le président.

M. O'Regan nous a dit qu'il allait s'entretenir rapidement avec la représentante de Joe Biden pour le secteur énergétique, aussitôt qu'elle serait en poste, pour appuyer auprès d'elle le maintien de la canalisation 5 d'Enbridge. J'aimerais savoir si cela a été fait. Si oui, quelle a été l'approche? Si non, quelle sera-t-elle?

Quelle est la stratégie du gouvernement en ce qui concerne les représentants du Michigan?

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, je lui ai parlé hier matin, lors du premier appel international qu'elle a effectué. C'est également ce qu'ont fait tous les ministres du Cabinet du président américain, ce qui représente un changement agréable.

Je dois préciser que j'ai entretenu de très bonnes relations avec son prédécesseur, M. Dan Brouillette, malgré les périodes assez mouvementées que nous avons connues l'année dernière. Je viens de vérifier, et le prix du pétrole Brent est actuellement à 66 \$ et celui de Western Canadian Select à 52 \$. Ce prix avait une valeur négative de -35 \$ il y a 11 mois. L'année dernière, pendant les périodes difficiles pour nos secteurs de l'énergie, M. Brouillette a dirigé son portefeuille d'une main ferme tout en comprenant bien à quel point nos marchés sont intégrés.

De plus, il faut reconnaître que la secrétaire d'État à l'Énergie, Mme Granholm, lorsqu'elle était gouverneure du Michigan, comprenait parfaitement bien la mesure dans laquelle nos marchés sont intégrés, et pas seulement en ce qui concerne l'énergie, les pipelines, l'hydroélectricité, le propane et la canalisation 5. Je tiens également à mentionner qu'elle a tenu les rênes d'une main sûre pendant la récession de 2008-2009 qui, vous en souviendrez, a frappé de manière assez spectaculaire nos secteurs de l'automobile des deux côtés de la frontière. Elle était gouverneure du Michigan à l'époque et elle était parfaitement consciente du nombre de fois qu'une pièce automobile traverse notre frontière — et une voiture, pendant sa construction —, et de l'importance de mettre en œuvre une stratégie frontalière adéquate. C'est dans cet état d'esprit qu'elle aborde la question de la canalisation 5, et je suis donc persuadé qu'elle souhaite établir une relation constructive.

• (1620)

Le président: Monsieur Tremblay, vous avez 30 secondes.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Si je comprends bien, le dialogue est désormais bien engagé.

Nous savons que les citoyens du Michigan ont une préoccupation environnementale bien réelle. Croyez-vous que les craintes de la gouverneure soient complètement infondées?

[Traduction]

L'hon. Seamus O'Regan: Non, car c'est un pipeline sécuritaire. Il l'a toujours été. Le propriétaire prend actuellement des mesures supplémentaires pour veiller à ce qu'il continue à fonctionner en toute sécurité. Il a très bien servi des centaines de milliers de personnes — des millions de personnes, devrais-je dire —, non seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis.

Le président: Je vous remercie, monsieur Savard-Tremblay.

Monsieur Blaikie, vous avez deux minutes et demie.

Vous avez la parole.

M. Daniel Blaikie: Je vous remercie beaucoup.

La capacité de raffinage du Canada a considérablement diminué au cours des 20 ou 30 dernières années. Il me semble qu'à un moment où nous devons tenter de réduire nos émissions de carbone, plutôt que de mettre l'accent sur le modèle de l'extraction à la chaîne, nous devrions chercher à créer plus d'emplois et plus de valeur à partir du pétrole et du gaz que nous extrayons.

Keystone XL n'est pas le modèle approprié pour cela. L'agrandissement du pipeline Trans Mountain n'est pas un modèle approprié pour cela non plus. Quelle est la stratégie de votre gouvernement pour veiller à ce qu'une plus grande partie du travail à valeur ajoutée dans l'industrie du pétrole et du gaz se fasse au Canada, plutôt que de poursuivre la tendance qui consiste à extraire plus de pétrole du sol et à l'envoyer ailleurs pour le raffiner et le mettre en valeur?

L'hon. Seamus O'Regan: Deux choses très importantes ont émergé l'année dernière. La première est notre stratégie en matière de combustibles propres. C'est une situation très intéressante, car nos raffineries canadiennes vont devoir s'outiller pour être en mesure de satisfaire à cette norme, et les Américains sont déjà sur le coup. En effet, certaines raffineries américaines sont déjà en train de réoutiller leurs processus, afin de fabriquer des produits qui répondent à la nouvelle norme canadienne sur les combustibles propres.

C'est ce qui caractérise les Américains, c'est-à-dire qu'ils peuvent...

M. Daniel Blaikie: Comment cela aide-t-il à créer plus d'emplois au Canada? Comment cela aide-t-il à créer plus d'emplois à valeur ajoutée dans le secteur pétrolier et gazier au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Eh bien, surveillez ce secteur, car je pense que nous tenons réellement à offrir un approvisionnement national dans notre propre pays dans le cadre de nos efforts pour satisfaire à la nouvelle norme en matière de combustibles propres.

L'autre point que j'allais aborder concerne l'hydrogène.

M. Daniel Blaikie: Nous savons que vous avez investi dans le modèle fondé sur l'extraction et l'expédition rapide des ressources en achetant le pipeline Trans Ex et en vous engageant à l'agrandir. Quels investissements avez-vous effectués dans le travail à valeur ajoutée au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Nous avons prévu 1,5 milliard de dollars pour les combustibles propres et l'hydrogène.

M. Daniel Blaikie: Cela signifie-t-il la mise en œuvre d'une nouvelle capacité de raffinage et de mise en valeur au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Oui, cela pourrait très bien être le cas. C'est exactement ce que nous envisageons de faire pour l'hydrogène.

M. Daniel Blaikie: Cela pourrait être le cas, mais vous n'êtes pas certain. Il n'existe aucun plan concret à cet égard.

L'hon. Seamus O'Regan: Nous avons annoncé notre stratégie en matière d'hydrogène il y a seulement trois mois.

M. Daniel Blaikie: Pouvez-vous nous citer un projet de raffinage du pétrole et du gaz extraits du sol canadien et dans lequel les travaux de mise en valeur seront effectués ici, au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: Je suis convaincu que si on établit les paramètres nécessaires et qu'on offre une certitude aux investisseurs, le marché se mettra en place. C'est ce qui se passe actuellement à l'échelle mondiale, car le marché cherche maintenant à réduire les émissions.

M. Daniel Blaikie: Pouvez-vous citer un projet en cours qui vise à augmenter le travail à valeur ajoutée ici, au Canada?

L'hon. Seamus O'Regan: J'ai hâte que les investisseurs montrent la voie à suivre et qu'ils nous indiquent où leurs investissements devraient être effectués.

M. Daniel Blaikie: Vous n'avez pas de plan, alors, et vous n'êtes au courant d'aucun projet.

L'hon. Seamus O'Regan: Nous sommes dans un pays capitaliste, monsieur Blaikie. Nous stimulons les investissements. Nous établissons les paramètres et nous créons le climat de certitude qu'il faut pour attirer les investissements. C'est le marché qui s'assurera qu'il s'agit d'un changement durable vers un avenir à faibles émissions.

M. Daniel Blaikie: Eh bien, il ne semble pas que le gouvernement ait un plan pour créer des emplois à valeur ajoutée au Canada.

L'hon. Seamus O'Regan: C'est totalement faux.

Le président: Merci, monsieur Blaikie.

Nous passons à M. Hoback, qui dispose de cinq minutes.

• (1625)

M. Randy Hoback: Eh bien, merci, monsieur le président. J'ai droit à une autre intervention de cinq minutes. J'en suis ravi. Je vais poursuivre dans la même veine.

Monsieur O'Regan, vous avez parlé de notre secteur, le secteur pétrolier et gazier au Canada, et du fait qu'il est le meilleur au monde sur le plan de l'empreinte environnementale. Si vous le croyez vraiment, ne voulez-vous pas remplacer le pétrole provenant d'autres pays? Ne voulez-vous pas favoriser la mise sur le marché de notre pétrole et de notre gaz plutôt que l'importation de gaz très nocif pour l'environnement? Si c'est le cas, que faites-vous pour que cela se produise?

L'hon. Seamus O'Regan: Eh bien, ma réponse est la même, monsieur Hoback. Il incombe au gouvernement d'établir les bonnes normes afin de créer un climat qui donne aux investisseurs la certitude dont ils ont besoin. Ensuite, le marché suivra son cours. Ce sont...

M. Randy Hoback: Je pense que le marché a montré très clairement au gouvernement que les normes qu'il a établies pour favoriser la certitude ne peuvent pas fonctionner. Il suffit d'examiner les investissements qui ont été faits dans notre secteur au cours des quatre dernières années du régime libéral pour constater que l'argent a traversé la frontière, qu'il est parti aux États-Unis. Il va ailleurs, car le fait est que le processus que vous avez mis en place ne pourrait jamais apporter aux investisseurs la certitude ou la viabilité financière qu'il faut pour entreprendre un projet.

Que faut-il changer pour améliorer cette situation, à votre avis? Si les États-Unis suivent la même voie que nous avons suivie ces quatre dernières années, cela veut dire que le Texas ne fera rien non plus. Qu'est-ce que cela signifie pour l'Amérique du Nord? Cela signifie-t-il que nous allons laisser entrer au Canada et en Amérique du Nord du pétrole bon marché provenant d'autres pays qui n'ont aucune réglementation environnementale? Qu'allons-nous faire sur le plan de l'approvisionnement?

L'hon. Seamus O'Regan: Je pense que c'est complètement faux. Dans ce que nous avons réussi à faire ces dernières années, nous avons pu observer une nette augmentation des investissements. Si l'on prend le projet LNG Canada, le plus gros investissement du secteur privé au pays...

M. Randy Hoback: Vous parlez d'un projet, mais dans le secteur pétrolier et gazier en Alberta, il n'y a plus rien.

L'hon. Seamus O'Regan: Il y a le projet de NGTL, de NOVA Gas, en 2021, que nous avons approuvé et qui entraînera la création de milliers d'emplois. De plus, dans le cadre du processus actuel, nous avons pu travailler avec les Premières Nations pour nous assurer que les consultations étaient prolongées. Nous avons collaboré avec le gouvernement de l'Alberta. Le projet NGTL 2021 est en cours. Il a été approuvé.

M. Randy Hoback: Mais, monsieur le ministre...

L'hon. Seamus O'Regan: Il y a le projet de la canalisation 3, que nous avons autorisé en 2016. Nous l'avons approuvé...

M. Randy Hoback: Ces [Difficultés techniques]

L'hon. Seamus O'Regan: ..., et 7 000 emplois ont été créés. Malgré tout le respect que je vous dois, ce sont des projets qu'on ne semble jamais mentionner lorsqu'on me pose des questions à la Chambre des communes.

M. Randy Hoback: Malgré tout le respect que je vous dois, je pense que vous devez regarder la réalité en face et admettre que vous êtes responsable...

L'hon. Seamus O'Regan: Ils sont en cours. Ce sont des projets très importants qui fournissent des milliers d'emplois au pays.

M. Randy Hoback: ... de la perte de millions, voire de milliards de dollars d'investissements dans l'Ouest du Canada et de la perte d'emplois.

Vous dites que vous ne voulez laisser tomber personne. Moi non plus. Or, vous avez laissé tomber des milliers de Canadiens ici, en Alberta et en Saskatchewan. Vous avez essentiellement haussé les épaules et dit « d'accord ». Maintenant, vous constatez soudainement qu'il pourrait y avoir des pertes d'emplois massives...

L'hon. Seamus O'Regan: C'est complètement faux.

M. Randy Hoback: ... en Ontario et au Québec, et des risques énormes pour l'Est du Canada.

L'hon. Seamus O'Regan: C'est complètement faux.

Le président: Messieurs...

M. Randy Hoback: J'en conviens, mais vous savez qu'il faut le signaler.

Le président: Messieurs, vous ne pouvez pas parler en même temps, car les interprètes ne peuvent pas suivre la conversation. Une personne à la fois, s'il vous plaît.

M. Randy Hoback: Je suis d'accord.

Il faut signaler — et qu'on ne me raconte pas n'importe quoi — que les choix du gouvernement ont eu des conséquences réelles ici, en Saskatchewan et en Alberta. C'est très clair. C'est très clair dans le marché, si l'on tient compte simplement de la fuite de capitaux dans l'Ouest canadien. Pourtant, il dit maintenant que les Américains sont nos meilleurs amis et qu'ils nous suivront...

Eh bien, je n'y crois pas. Il y a deux possibilités quant à ce qui se passera: ce sera plus cher, ce qui signifie que la quantité de pétrole étranger importé au Canada et aux États-Unis augmentera, ou ils ne nous suivront pas et nous devrons abaisser nos normes et alléger notre réglementation pour les suivre; ou nous continuerons de voir la situation du secteur pétrolier et gazier de l'Alberta et de la Saskatchewan se détériorer.

De quoi s'agira-t-il? C'est très simple dans le marché. Que va-t-on faire pour s'assurer que les règles du jeu sont équitables? La réglementation américaine sera-t-elle renforcée? Va-t-on s'assurer qu'il existe un processus pour empêcher que le pétrole nocif pour l'environnement entre en Amérique du Nord? Que va-t-on faire?

L'hon. Seamus O'Regan: Je ne peux répondre à cette question sans m'indigner de ce que vous avez dit plus tôt, soit que nous ne faisons rien. Le projet TMX...

M. Randy Hoback: Alors venez dans l'Ouest, mon ami. Venez dans l'Ouest.

L'hon. Seamus O'Regan: S'il vous plaît, ne parlez pas en même temps que moi.

Le président: Un à la fois, s'il vous plaît.

L'hon. Seamus O'Regan: C'est difficile pour les interprètes.

Le projet TMX: nous l'avons autorisé, nous avons fait l'achat, la construction est en cours et 7 000 emplois ont été créés. Le projet de la canalisation 3: nous l'avons approuvé et 7 000 emplois ont été créés. Le projet NGTL 2021: nous l'avons approuvé et il entraînera la création de milliers d'emplois. Le projet LNG Canada: il est en cours, avec la création de milliers d'emplois. Les puits orphelins et inactifs durant la pandémie: 1,7 milliard de dollars pour les travailleurs du secteur de l'énergie au pays, en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, de même qu'ici, à Terre-Neuve-et-Labrador. Il s'agit de 1,7 milliard de dollars, et de 400 millions de dollars pour ma province. La subvention salariale a aidé plus de 500 000 travailleurs à garder leur emploi pendant la pandémie, en Alberta seulement.

C'est un bilan que je vais défendre, un bilan sur lequel nous allons nous appuyer.

M. Randy Hoback: Savez-vous quoi? Il y a votre bilan et il y a les possibilités que nous avons perdues. Le coût de renonciation, ici, le nombre d'emplois perdus sous votre gouvernement, c'est énorme. Ce que vous avez fait à l'économie de l'Ouest canadien est inégalé. Cela a causé beaucoup de tort à l'ensemble du pays.

Maintenant vous dites que vous avez fait du bon travail. Eh bien, qu'avez-vous dû faire? Vous avez dû acheter un pipeline pour que le projet puisse se terminer, parce que vous aviez créé un environnement dans lequel le secteur privé n'investirait jamais pour qu'il soit mené jusqu'au bout. Votre processus ne lui inspirait pas la confiance qu'il fallait pour prendre le risque d'investir. C'est ce qui se passe maintenant avec Keystone.

Vous savez...

• (1630)

Le président: Monsieur Hoback, le temps file. Je veux donner au ministre la possibilité de répondre brièvement à la question.

M. Randy Hoback: J'en suis sûr.

L'hon. Seamus O'Regan: Je ne peux rien faire en ce qui concerne le prix du pétrole. Je peux agir à bien d'autres égards. Je

sais certaines choses. Je ne suivrai pas les conseils d'un député qui a fait partie du gouvernement qui pensait que dire qu'il est stupide de la part de notre plus grand concurrent et allié de ne pas être du même avis que nous... Cette stratégie n'a manifestement pas fonctionné.

M. Randy Hoback: Vous savez, monsieur le ministre, cela...

L'hon. Seamus O'Regan: [*Difficultés techniques*] Je concentre mes efforts sur les travailleurs et la réduction des émissions.

Le président: C'est terminé...

M. Randy Hoback: Insulter le premier ministre de l'Alberta n'est pas du tout professionnel. C'est un manque total de professionnalisme.

Le président: C'est terminé. Vous avez dépassé le temps de parole.

La dernière intervenante est Mme Bendayan.

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je vous remercie de comparaître aujourd'hui. Évidemment, comme vous pouvez le constater, beaucoup de gens ici sont très passionnés par la question des relations entre le Canada et les États-Unis.

L'hon. Seamus O'Regan: Et je le suis aussi.

Mme Rachel Bendayan: J'aimerais revenir sur l'importante rencontre bilatérale qui a eu lieu entre le président américain et notre premier ministre la semaine dernière. Il me semble que d'énormes possibilités se présenteront, qu'il s'agisse, comme vous le dites, de l'hydrogène ou des minéraux, comme vous l'avez mentionné dans votre déclaration préliminaire. Je me demande si vous pouvez parler de certaines des choses qui vous rendent optimiste quant à nos relations avec les États-Unis, de certaines des possibilités qui pourraient s'offrir aux petites et moyennes entreprises canadiennes et de la mesure dans laquelle nous pouvons aller de l'avant, selon vous.

L'hon. Seamus O'Regan: Je pense que nous pourrions voir d'énormes possibilités en ce qui concerne la croissance propre, l'énergie propre, par exemple pour ce qui est des réseaux intelligents et de l'efficacité énergétique. Nous investissons plus de 1 milliard de dollars dans l'efficacité énergétique seulement, et j'y crois fermement.

J'ai grandi au Labrador, dans une ville qui s'appelle Happy Valley-Goose Bay, qui était isolée à l'époque. Lorsque le gouvernement fédéral annonçait de grands programmes, ils ne semblaient jamais avoir de répercussions sur ma collectivité. Ce que j'aime, par exemple, dans les rénovations, un élément que mon homologue des États-Unis examine aussi, c'est qu'il y a des répercussions sur l'endroit où l'on vit, sur le travail. Autrement dit, les emplois sont créés dans la collectivité. Je participe maintenant assez régulièrement aux réunions de L'Agence internationale de l'énergie, qui a dit que l'efficacité énergétique et les rénovations domiciliaires, par exemple, et la rénovation des commerces constituent le carburant caché dans le monde. Elles pourraient nous permettre d'atteindre entre 30 et 40 % de nos cibles de l'Accord de Paris. Ce sont de petites choses, mais si elles sont réalisées partout au pays, elles peuvent nous aider à atteindre ces objectifs.

Nous sommes prêts à examiner, vraiment, toute idée qui semble contribuer à la réduction des émissions et à la protection de nos travailleurs. Nous avons investi 9,4 millions de dollars dans l'énergie marémotrice en Nouvelle-Écosse. Nous mettons de l'argent dans l'énergie géothermique en Alberta. Nos centrales solaires en Alberta représentent 15 millions de dollars. Nous construisons des centrales solaires à l'Île-du-Prince-Édouard. Dans le discours du Trône, nous nous sommes engagés à travailler à la boucle de l'Atlantique, ce qui, en fait, permettrait aux Maritimes d'abandonner le charbon.

Toutes ces choses nous aideront à réduire les émissions et permettront de créer des emplois.

Mme Rachel Bendayan: Merci, monsieur le ministre.

J'aimerais revenir sur une discussion précédente au sujet de l'économie de marché et de notre volonté de réduire les émissions. La question de l'environnement me préoccupe beaucoup. Je ne peux m'empêcher de penser que, étant donné qu'il y a toujours de la demande, si un problème devait survenir et que la canalisation 5 n'était pas opérationnelle, comme vous l'avez mentionné, le transport du brut se ferait par camion et par train. En plus de certains des dangers et des enjeux de sécurité qui y sont liés, le transport du brut par train et par camion plutôt que par pipeline n'entraînerait-il pas une augmentation des émissions?

L'hon. Seamus O'Regan: Absolument, et c'est un autre argument dans notre arsenal. Je le dis seulement pour souligner que nous examinons absolument toute mesure que nous pourrions prendre pour nous assurer que la canalisation 5 est conservée, qu'elle continue à fonctionner. C'est essentiel pour la sécurité énergétique de notre pays. C'est essentiel aussi pour les emplois en Alberta, mais également, en particulier pour l'Ontario et le Québec, il est primordial que nous fassions les choses correctement. Nous sommes déterminés à le faire.

Les chaînes d'approvisionnement peuvent s'adapter, mais elles ont leurs limites, et franchement, la meilleure façon d'acheminer ce produit d'un point A à un point B, pour que les maisons soient chauffées, c'est par un pipeline.

Le président: Madame Bendayan, il vous reste 45 secondes.

• (1635)

Mme Rachel Bendayan: Merci, monsieur le président.

Je voudrais seulement mentionner que lors de la dernière réunion, nous avons discuté de l'importance d'une approche de type « équipe Canada », un effort de lobbying auquel nous participons tous, dans lequel nous sommes tous sur la même longueur d'onde. Monsieur le ministre, étant donné que vous serez à la tête de cette mission en grande partie, je me demande si vous avez un message pour les partis d'opposition, les premiers ministres et les Canadiens qui sont à l'écoute sur la façon dont nous pouvons tous travailler ensemble pour nous assurer que nous faisons bien les choses et que nous agissons.

L'hon. Seamus O'Regan: Nous devons travailler ensemble. C'est vraiment primordial. C'est essentiel non seulement pour la sécurité énergétique de notre pays, mais aussi pour le maintien de nos relations bilatérales avec les États-Unis. Le Canada est censé montrer la voie à suivre en matière de réduction des émissions, ce qui n'est bien évidemment pas chose facile. Nous sommes le quatrième plus grand producteur de pétrole et de gaz naturel au monde. Nous sommes en outre la plus grande démocratie à posséder de si vastes réserves de ressources naturelles. Nous devons donc faire montre

d'une grande transparence, car toute la planète nous surveille. Compte tenu de l'importance de ces enjeux, personne ne souhaite nous voir nous quereller sans cesse, et c'est ce que pensent aussi la plupart des Canadiens.

J'ai inscrit au rang de mes priorités la collaboration avec nos ministres provinciaux, et tout particulièrement avec ceux des provinces qui produisent de l'énergie. C'est une approche qui a déjà commencé à porter ses fruits. Les nouvelles infrastructures mises en place sont mieux réfléchies. Nous allons réduire nos émissions tout en créant de l'emploi.

Le président: Un grand merci, monsieur le ministre, pour le temps que vous nous avez consacré aujourd'hui malgré votre horaire très chargé, surtout avec l'arrivée de la nouvelle administration aux États-Unis.

L'hon. Seamus O'Regan: C'est très important pour moi.

Le président: Au nom de tous mes collègues, je tiens à vous remercier d'avoir répondu à nos questions et à nos préoccupations. Nous avons grand-hâte de pouvoir poursuivre ces échanges.

Nous allons maintenant discuter avec les représentants du ministère. Au nom du Comité, je vous remercie encore une fois, monsieur O'Regan.

L'hon. Seamus O'Regan: Merci.

Le président: Les premières questions pour nos fonctionnaires seront posées par les conservateurs, mais on ne m'a pas indiqué qui exactement. Ce sera celui ou celle parmi vous qui souhaite disposer des six premières minutes.

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Ce sera moi, monsieur le président.

Merci beaucoup.

J'aimerais d'abord faire le point sur les prises de position et les gestes posés par les Américains jusqu'à maintenant.

Leur message est très clair: on vise l'autosuffisance et le rapatriement des emplois. Cela s'est traduit notamment par des droits de douane imposés sur l'acier et l'aluminium pour des motifs de sécurité nationale, par des réformes fiscales visant à inciter les entreprises américaines à rapatrier des emplois aux États-Unis et par la volonté exprimée de moderniser les règles commerciales de telle sorte que les fonds publics puissent servir à stimuler les investissements nationaux pour lutter contre les changements climatiques comme en témoignent bien évidemment l'annulation du projet Keystone XL et la controverse qui entoure actuellement la canalisation 5.

C'est un message important. L'opposition à la canalisation 5 et les pressions en faveur de sa mise hors service dans sa totalité, et non seulement de la fermeture du tronçon sous-marin, prennent de l'ampleur depuis 2015, si bien que l'on se retrouve maintenant avec une échéance fixée à mai 2021, soit dans quelques mois à peine.

Quelles sont les conséquences possibles et quelles sont les chances que nous puissions renverser la vapeur d'ici le mois de mai?

M. Jean-François Tremblay (sous-ministre, ministère des Ressources naturelles): Comme le ministre vous l'a indiqué, nous sommes persuadés de pouvoir faire le nécessaire afin que cette canalisation demeure en service après le mois de mai. Il faut se réjouir grandement de la décision rendue récemment par un juge qui a demandé l'intervention d'un médiateur pour aider les parties à s'entendre. Comme le disait le ministre, nous explorons également toutes les autres possibilités qui s'offrent à nous pour nous assurer que la survie de cet oléoduc n'est pas remise en question. Je peux vous le garantir.

Mme Leona Alleslev: Il y a malheureusement eu avec Enbridge plus de 33 déversements le long de la canalisation 5 pour un total de 1,1 million de gallons. La canalisation 6B, qui longe également la rivière Kalamazoo au Michigan, a été à l'origine d'un important déversement d'un million de gallons. Cela ne manque pas d'enflammer les débats aux États-Unis.

Il semblerait que les Américains auraient tendance à dire qu'une éventuelle mise hors service ne les affecterait pas vraiment, car il s'agit de pétrole de l'Ouest du Canada qui est acheminé vers l'Est du Canada. Le maintien en service de cette canalisation aurait donc plus d'inconvénients que d'avantages pour les Américains.

Je ne sais pas si vous avez des arguments à opposer à cette façon de voir les choses. En quoi les intérêts supérieurs des États-Unis seraient-ils mieux servis si l'on maintenait la canalisation 5 avec son tronçon sous-marin, plutôt que de la mettre hors service en allant dans le sens de ce que propose la gouverneure du Michigan?

• (1640)

M. Jean-François Tremblay: Je vais demander à M. Hargrove, le sous-ministre adjoint responsable de ce dossier, de vous répondre.

Avant de lui céder la parole, je veux seulement rappeler à tous qu'il y a 70 oléoducs qui traversent la frontière en plus de 30 lignes de transmission. Nos systèmes sont totalement intégrés. L'énergie va du sud au nord et du nord au sud. C'est bénéfique pour nos deux pays. C'est ainsi que les choses ont toujours fonctionné, et c'est de cette manière qu'elles fonctionnent encore. Il en va de même de la canalisation 5. Comme on l'a indiqué, il y a une partie de cette énergie qui est acheminée vers le Québec et l'Ontario...

Mme Leona Alleslev: Mais d'après ce que je puis entendre, ce n'est pas la façon dont on perçoit la situation. En particulier...

M. Jean-François Tremblay: Vous avez raison. Il y a toujours des intéressés qui présentent les choses différemment...

Mme Leona Alleslev: Alors...

M. Jean-François Tremblay: ... mais je voudrais seulement... Si vous le permettez, je vais demander à M. Hargrove de vous communiquer certains chiffres illustrant bien la contribution de la canalisation 5 à l'économie des États-Unis et, bien évidemment, au mieux-être des Américains.

Mme Leona Alleslev: Comme je dispose de peu de temps, je voudrais seulement vous demander quel est le plan B du Canada. Quelles sont les solutions de rechange envisagées par le gouvernement? Il faudrait compter plus de 2 100 camions par jour si cela devait se concrétiser, ce qui pourrait se faire dès le mois de mai 2021. Quel est le plan B du Canada?

M. Jean-François Tremblay: Notre plan A consiste à nous assurer que l'oléoduc pourra demeurer en service. Nous ne préparons pas de scénario pour le cas où les choses se passeraient différem-

ment. Nous discutons fréquemment avec les autorités provinciales pour savoir quels sont les répercussions et les secteurs touchés, comment cela fonctionne exactement et quels avantages leur procure cet oléoduc. Nous travaillons également à tous les niveaux avec nos amis du côté des États-Unis...

Mme Leona Alleslev: Nous espérons certes que l'avenir vous donne raison.

J'aimerais discuter brièvement avec vous de la question des minéraux critiques. Je sais que les États-Unis ont déjà établi une stratégie fédérale pour s'assurer un approvisionnement sûr et fiable en minéraux critiques. Je sais aussi que l'Union européenne a lancé une initiative sur les matières premières qui vise l'autosuffisance pour ce qui est des minéraux critiques, ce qu'ont fait également le Japon et l'Australie.

Pouvez-vous nous dire où on en est rendus dans l'établissement d'une liste des minéraux critiques pour le Canada et quelle est notre stratégie pour tendre vers l'autosuffisance en la matière?

M. Jean-François Tremblay: Je vais peut-être demander à M. Labonté de répondre à cette question.

M. Jeff Labonté (sous-ministre adjoint, Secteur des terres et des minéraux, ministère des Ressources naturelles): Merci de me donner l'occasion de répondre à cette question.

Notre stratégie concernant les minéraux critiques est en place depuis un certain nombre d'années déjà. Vous avez notamment cité la situation de l'Union européenne et des États-Unis. Il y a plus d'un an, nous avons établi un groupe de travail avec les États-Unis pour nous attaquer à cinq enjeux bien ciblés, soit la mobilisation de l'industrie, la mise en commun des efforts de recherche et développement, les chaînes d'approvisionnement de la défense, l'amélioration des données sur les ressources à exploiter et de leur cartographie, et la collaboration sur des tribunes multilatérales.

Des travaux sont en cours sur tous ces tableaux. Nous continuons de nous y employer de concert avec les États-Unis. La semaine dernière, le premier ministre et le président Biden ont confirmé cette volonté en précisant que nous allons veiller en priorité aux fins des batteries...

Mme Leona Alleslev: Est-ce que nous avons une liste de minéraux que nous jugeons...

Le président: Je suis désolé, madame Alleslev, mais vous n'avez plus de temps.

Mme Leona Alleslev: Merci.

Le président: Nous passons à Mme Romanado, pour les six prochaines minutes.

Mme Sherry Romanado: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais permettre au sous-ministre adjoint de nous parler brièvement des incidences de la fermeture de la canalisation 5 pour les États-Unis, car on ne lui a pas laissé l'occasion de le faire. Je pense qu'il pourrait être utile de mettre en évidence certaines de ces répercussions. Comme ma collègue le soulignait, le tout semble plutôt unilatéral. C'est seulement du pétrole canadien qui est acheminé vers le Canada, mais il y a de nombreux impacts également du côté des États-Unis.

J'aimerais que vous puissiez nous en dire plus long à ce sujet, après quoi j'aurai une autre question.

M. Glenn Hargrove (sous-ministre adjoint, Bureau de la politique stratégique et investissement en matière d'hydrocarbure, ministère des Ressources naturelles): Merci. Ce sera avec grand plaisir.

J'estime vraiment important de profiter de cette occasion pour bien souligner les impacts pour les États-Unis, car ce n'est vraiment pas une situation où les Américains assument tous les risques pendant que tous les avantages vont au Canada. Ce n'est pas du tout le cas. Les Américains s'exposent à des risques importants en cas de fermeture de cette canalisation.

Le Michigan est le plus grand consommateur de propane aux États-Unis. Les matières premières acheminées par la canalisation 5 pour être raffinées en Ontario produisent 65 % du propane consommé dans la péninsule la plus au nord du Michigan et 55 % du propane répondant aux besoins de l'ensemble de cet État. Nous avons pu constater récemment les répercussions possibles d'une fluctuation de cet approvisionnement pour les résidents du Michigan.

C'est également la canalisation 5 qui transporte les intrants essentiels à la production de carburéacteur pour l'aéroport de Detroit. La canalisation alimente les raffineries du Michigan, de l'Ohio et de la Pennsylvanie qui ont besoin de cet approvisionnement pour leur production. À titre d'exemple, il y a deux raffineries de Toledo, en Ohio, qui seraient à risque advenant la fermeture de la canalisation 5. C'est une production économique de quelques milliards de dollars par année qui est en jeu.

Il y a aussi la perspective environnementale qui a déjà été soulevée. Il faudrait quelque 2 100 camions-citernes par jour qui partiraient de Superior pour se diriger vers l'est en traversant le Michigan, et environ 800 wagons circulant sur les voies ferrées de cet État pour transporter le pétrole léger et les liquides de gaz naturel acheminés quotidiennement via la canalisation 5.

Ce n'est donc pas un enjeu qui oppose le Canada aux États-Unis; le maintien en service de cette canalisation serait aussi vraiment bénéfique pour les Américains.

• (1645)

Mme Sherry Romanado: Merci beaucoup.

Comme on nous l'a dit mardi et encore aujourd'hui, nous avons de nombreux outils à notre disposition pour concilier les arguments présentés de part et d'autre afin de conclure le dossier de la canalisation 5 à la satisfaction de tous. On nous a indiqué que l'on privilégiait bien évidemment une solution diplomatique et que nous travaillons de concert avec nos homologues, car c'est une situation qui exige que tous mettent la main à la pâte. Nous avons également appris qu'un médiateur interviendra au cours du prochain mois.

Pourrions-nous discuter également de la possibilité pour nous de faire valoir au besoin l'Accord concernant les pipelines de transit conclu en 1977? Pourriez-vous expliquer brièvement au Comité comment les choses pourraient se dérouler si nous empruntons cette avenue?

M. Jean-François Tremblay: Il est vrai que nous analysons tous les outils à notre disposition.

Je crois que la solution idéale serait qu'une entente intervienne entre Enbridge et l'État. Il est intéressant de noter que nous n'avons jamais entendu la gouverneure affirmer qu'elle ne voulait pas de l'oléoduc. Elle veut de l'oléoduc avec un tunnel, et Enbridge souhaite construire un tunnel. Il s'agit de déterminer à quel moment ce tun-

nel pourra entrer en fonction, et si cela peut convenir à tout le monde. Il y a peut-être un problème quant à la séquence exacte des événements, mais on devrait parvenir à s'entendre à ce sujet.

Pour ce qui est de l'accord, je sais que vous avez rencontré les gens d'Affaires mondiales Canada. Comme les traités internationaux relèvent de la responsabilité de ce ministère, je vais être très prudent dans mes propos. Contrairement à certains d'entre vous, je ne suis pas avocat, si bien que je ne me risquerai pas à interpréter ce qui était prévu dans l'accord de 1977. Comme vous le savez, cet accord a été conclu dans le contexte d'un projet d'oléoduc en provenance du Nord. Cet oléoduc n'a pas été construit, mais l'accord renferme tout de même certaines mesures censées garantir le passage d'oléoducs vers le Canada en provenance des États-Unis, de même que vers les États-Unis en provenance du Canada.

Nous prenons bien sûr en considération cet accord, comme nous le faisons pour tous les outils à notre disposition. Il s'agira en fait de déterminer lequel de ces outils nous allons utiliser.

Mme Sherry Romanado: Merci.

Ma dernière question porte sur les possibilités qui s'offrent du point de vue des véhicules électriques, le circuit...

Je suis désolée. Je vais la formuler autrement.

Il en a été question la semaine dernière lors des échanges avec le président quant à l'importance d'un réseau continental. Pourriez-vous nous en dire plus long à ce sujet?

M. Jean-François Tremblay: Il est important que nous appliquions les mêmes normes dans la construction de véhicules électriques. C'est ainsi qu'il nous est possible de recharger nos véhicules des deux côtés de la frontière. Compte tenu de la forte intégration de notre économie dans le secteur automobile, il importe également de pouvoir compter sur une chaîne d'approvisionnement pour les minéraux critiques nécessaires à la production des batteries. Il faut que cette chaîne soit sûre, sécuritaire et profitable pour nous.

Il y a de nombreux éléments revêtant une importance capitale des deux côtés de la frontière qui confirment la nécessité d'une collaboration entre les deux pays de telle sorte que l'Amérique du Nord puisse se donner des normes pour les véhicules électriques de même qu'une chaîne d'approvisionnement capable d'appuyer notre industrie automobile. Mollie Johnson est notre sous-ministre adjointe responsable de ces questions. Si elle souhaite ajouter quoi que ce soit, je serai heureux de lui céder la parole.

Le président: Je suis désolé, mais nous n'avons plus de temps. Peut-être pourrions-nous y revenir à une autre occasion.

Mme Sherry Romanado: Merci.

Le président: Nous passons à M. Savard-Tremblay.

[Français]

Vous avez la parole pour six minutes.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je vous remercie, monsieur le président.

Je vais poser à MM. les hauts fonctionnaires les mêmes questions que j'ai posées tout à l'heure à M. le ministre, en espérant cette fois-ci avoir une réponse.

À combien estimez-vous les pertes d'emplois potentielles au Québec, advenant une fermeture de la canalisation 5, fermeture hautement improbable, selon un bon nombre d'indicateurs?

• (1650)

M. Jean-François Tremblay: Je pense qu'il faut quand même prendre la menace au sérieux. Quand la gouverneure d'un État américain dit qu'elle veut arrêter un oléoduc, il faut prendre la chose au sérieux. On se retrouve aussi avec trois cas devant les tribunaux. C'est donc sérieux.

Il est très difficile d'évaluer les pertes d'emplois, parce que la chaîne d'approvisionnement a une certaine souplesse, comme vous et d'autres l'avez souligné. Il est donc sûr que certains vont essayer de rattraper le retard, soit par train, par bateau ou par d'autres moyens. En même temps, la chaîne d'approvisionnement a ses limites et elle n'est pas nécessairement plus sécuritaire qu'un oléoduc, comme on l'a dit plus tôt.

Il ne faut pas regarder le cas de la canalisation 5 comme une simple question d'emplois. C'est une question de sécurité énergétique. Ce sont des familles et des entreprises qui pourraient se voir privées d'énergie. Comme on l'a mentionné, on se sert beaucoup du propane pour se chauffer, au Michigan. En hiver, ne pas avoir accès au chauffage, c'est assez sérieux.

Pour revenir sur un commentaire qui a été fait, aux États-Unis, on présente souvent cette question comme étant seulement un argument économique qui profite au Canada et pas vraiment aux États-Unis. En fait, c'est plutôt une question d'approvisionnement énergétique pour une population nord-américaine.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je vous remercie. C'est déjà plus clair que ce que nous avons entendu tout à l'heure.

Si je comprends bien, une des raisons pour lesquelles il faudrait favoriser l'oléoduc plutôt que le train ou la voie fluviale — on sait que le Québec a un accès au fleuve, ce qui montre que cette possibilité existe —, c'est l'aspect sécuritaire. C'est un peu ce que vous évoquez en comparaison.

Dans ce cas-là, faut-il percevoir les différentes dérèglementations du transport du pétrole par train et par bateau comme des erreurs de parcours?

M. Jean-François Tremblay: Comme j'ai été sous-ministre des transports, je suis en mesure de dire que tous les modes de transport doivent être sécuritaires, et ils le sont. Il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'ils le soient.

Cela dit, soyons bien honnêtes, un oléoduc est beaucoup plus efficace. Il n'émet pas de gaz à effet de serre et il n'engorge pas le trafic. De plus, il ne cause pas de retard pour ce qui est des autres biens de consommation transportés par train. Les agriculteurs utilisent le train pour le transport de leurs exportations, et d'autres secteurs utilisent aussi le train.

Le transport d'automobiles ou de métal ne peut pas être fait par oléoduc, mais celui du gaz et du pétrole, oui. Cela est d'ailleurs très efficace. La logique veut donc que l'oléoduc soit le moyen le plus sécuritaire, mais surtout le plus efficace.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Au Québec, les agriculteurs utilisent le propane, mais nous ne nous chauffons pas au propane.

M. Jean-François Tremblay: C'est peu utilisé, sauf dans les petites résidences en forêt — j'ai connu cela dans ma jeunesse. Vous avez raison de dire que le propane n'est pas très utilisé au Québec ou au Canada, mais il l'est quand même. Il ne faut pas le négliger.

Au Michigan, on l'utilise beaucoup plus que dans certains autres États.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Relativement aux pertes d'emploi, l'estimation d'Enbridge et celle de Valero étaient toutes deux de 600 emplois.

Nous confirmez-vous ces chiffres?

M. Jean-François Tremblay: Je n'ai pas à confirmer ou à infirmer leurs chiffres.

[Traduction]

À moins que M. Hargrove n'ait des données d'analyse à ce sujet... ?

Il semblerait que ce soit des chiffres plutôt faibles.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Oui, ils semblent effectivement être bas.

Plus tôt, le ministre a parlé de milliers d'emplois. Je suis donc surpris par le contraste entre les deux estimations.

M. Jean-François Tremblay: Comme l'a dit le ministre, l'oléoduc génère et nourrit une économie qui comporte beaucoup plus que 1 000 employés. Des dizaines de milliers de personnes travaillent à l'aéroport de Détroit et à l'aéroport de Toronto. C'est donc certainement très important.

• (1655)

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Vu votre expérience en tant qu'ancien sous-ministre des Transports, vous avez été en mesure de dire que les modes de transport étaient sécuritaires. Cependant, il y a eu des dérèglementations et une augmentation de la quantité de pétrole transportée.

Plus tôt, le ministre a donné l'exemple de Mégantic pour dire qu'il ne fallait pas emprunter la voie ferrée pour le transport du pétrole. Avez-vous la même crainte?

M. Jean-François Tremblay: Il faut s'assurer que tous les modes de transport sont sécuritaires. L'horrible et malheureuse tragédie de Mégantic n'aurait jamais dû se produire. Nous devons nous assurer que tous les modes de transport sont sécuritaires.

Ce que je peux dire, c'est que, généralement, tout le monde préfère un oléoduc à un train pour transporter du pétrole.

Le président: Merci, monsieur Savard-Tremblay.

[Traduction]

Les six prochaines minutes vont aller à M. Blaikie.

M. Daniel Blaikie: Merci beaucoup.

Les discussions concernant la politique américaine sur les achats aux États-Unis tournent souvent autour d'éléments comme les autocars, par exemple, ou la possibilité de soumettre une proposition pour les projets publics de construction. Je me demandais si vous aviez effectué une analyse des impacts possibles des nouvelles propositions concernant la politique sur les achats aux États-Unis pour le secteur canadien de l'exploitation des ressources naturelles et si vous pouviez en faire part à notre comité.

M. Jean-François Tremblay: Je n'ai rien à vous communiquer au sujet d'une analyse de la sorte. Je pense qu'il est trop tôt pour que nous puissions connaître tous les détails à ce sujet.

Il y a une chose que je veux rappeler à tous. Même pour ce qui est du bois d'oeuvre, pour citer cet exemple, nos exportations demeurent actuellement à un niveau très élevé malgré, comme vous le savez, l'imposition de droits par les États-Unis.

Pour ce qui est de nos relations avec les États-Unis, nos exportations de produits énergétiques ont une valeur dépassant sans doute les 92 milliards de dollars par année. La plupart du temps, nous parvenons en grande partie à exporter nos produits aux États-Unis. Il y a certains irritants attribuables à leur politique sur les achats aux États-Unis et à d'autres enjeux, mais nous réussissons à trouver des solutions lorsque nous avons un partenaire prévisible. Selon moi, c'est la façon dont nous devons approcher cette relation. Les choses ne vont pas changer d'une administration à l'autre. Les Américains auront toujours cette volonté de favoriser les achats aux États-Unis, et certains Canadiens voient les choses du même oeil.

Je pense qu'il nous faut démontrer à nos partenaires qu'une intégration va être bénéfique pour tout le monde. Ce n'est pas comme si les emplois créés au Canada étaient perdus aux États-Unis. C'est plutôt que les emplois créés dans un pays contribuent aussi à en créer davantage dans l'autre. C'est la façon dont nous avons fonctionné dans le secteur automobile, par exemple, et c'est également ainsi que nous procédons dans le secteur énergétique.

M. Daniel Blaikie: Est-ce que j'entends bien qu'il n'y a pas de sentiment d'urgence au ministère des Ressources naturelles à l'égard de ces politiques protectionnistes américaines, que le ministère ne craint pas qu'elles nuisent à l'exportation de produits primaires vers les États-Unis?

M. Jean-François Tremblay: Tout revêt un sentiment d'urgence, donc oui, il est urgent d'établir une relation avec les États-Unis, avec la nouvelle administration stable. C'est la raison pour laquelle il était si important que les ministres participent à ce premier appel avec le secrétaire d'État, et c'est ce qui est arrivé. Il était important que les deux dirigeants se rencontrent très tôt, comme ils l'ont fait, justement.

Les États-Unis ont manifesté l'intérêt de travailler avec nous à établir une relation structurelle et positive.

Oui, il est urgent pour nous de nous asseoir avec nos homologues pour leur montrer qu'ils bénéficient autant que nous de l'intégration de nos marchés.

M. Daniel Blaikie: Quand je travaillais pour le gouvernement du Manitoba, j'avais pour collègue un homme qui disait que quand tout est urgent, rien n'est urgent. Je pense que ce serait un précieux conseil pour vous.

M. Jean-François Tremblay: J'espère qu'il a raison.

M. Daniel Blaikie: Si je comprends bien, vous n'avez pas de chiffres pour quantifier les effets potentiels de la politique protectionniste américaine sur le secteur des ressources naturelles canadien, est-ce exact?

M. Jean-François Tremblay: Je n'ai pas de chiffres à vous présenter aujourd'hui; c'est vrai.

M. Daniel Blaikie: Merci beaucoup.

Ma prochaine question est peut-être un peu plus philosophique. J'ai été renversé de la volte-face du ministre, si l'on veut, qui a déclaré que le Canada est un pays capitaliste et que par conséquent, il ne fera aucune forme de planification industrielle.

Vous devriez regarder un peu ce que les autres pays font en matière de ressources naturelles.

Je siège également au comité du commerce. Nous entendons parler des plans industriels des autres pays dans divers secteurs des ressources naturelles, même s'il s'agit de pays capitalistes. Jugez-vous qu'il est contradictoire d'être un pays capitaliste et de faire de la planification industrielle?

• (1700)

M. Jean-François Tremblay: Je pense qu'il faut trouver les bons incitatifs pour que le marché joue le rôle que nous attendons de lui. Prenons le plan sur le changement climatique, c'est essentiellement ce qu'il vise. Prenons l'exemple des carburants propres et du CCUS, aux États-Unis, il faut réfléchir à la façon de créer un incitatif. De même, le gouvernement peut utiliser à la fois la carotte et le bâton pour aider le marché à s'ajuster, pour qu'il prenne l'orientation que l'avenir exige.

Ce n'est pas nécessairement de la planification industrielle selon les anciennes méthodes russes, si je puis le dire ainsi, mais c'est...

M. Daniel Blaikie: Effectivement, même si personne ne parle de cela au Comité aujourd'hui. Nous ne parlons que d'avoir un plan gouvernemental pour l'industrie.

Je vous donnerai un exemple d'industrie pour laquelle nous n'avons pas de plan. Je ne m'attends pas à ce que vous vous prononciez sur la chose, puisque ce n'est pas une industrie du domaine des ressources naturelles, c'est celle du transport aérien.

En effet, le Canada se distingue de ses alliés occidentaux par le fait qu'il n'a pas de stratégie détaillée pour l'industrie aérienne, qu'on parle de la fabrication aérospatiale ou du transport aérien de passagers. Le Canada n'a pas d'objectifs clairement définis. Il n'a pas de politique claire sur la façon dont il veut appuyer l'industrie. Je pense que notre gouvernement croit à tort que simplement parce qu'il croit aux forces du marché, il est affranchi de toute responsabilité de planification générale ou d'encadrement réfléchi dans certaines industries, et je ne crois pas que cela serve bien les Canadiens.

M. Jean-François Tremblay: Si je peux vous répondre, de notre côté, comme vous l'avez remarqué, nous venons de publier une stratégie sur l'hydrogène, qui est une sorte de plan pour tirer profit du potentiel de l'hydrogène à long terme. Nous avons un plan d'action sur les petits réacteurs modulaires, également, que nous avons rendu public en décembre.

Comme l'un de mes collègues l'a mentionné, nous travaillons avec les provinces à l'élaboration d'un plan sur les minéraux critiques. Nous y planchons depuis quelque temps déjà, donc oui, nous nous dotons de plans.

Nous réfléchissons également avec les gens de l'industrie à l'orientation à privilégier, aux façons dont nous pouvons aider l'industrie et aux façons dont nous pouvons collaborer sur les divers enjeux.

M. Daniel Blaikie: J'en déduis donc que le ministre faisait fausse route en évoquant le capitalisme pour se soustraire de sa responsabilité en matière de planification.

Merci beaucoup.

Je crois que c'est tout le temps que j'avais.

Le président: Effectivement, monsieur Blaikie. Merci beaucoup. Vous finissez juste à temps.

Les cinq prochaines minutes iront à M. Strahl.

M. Mark Strahl: Merci beaucoup.

Pour bien situer la relation entre le Canada et les États-Unis en matière de ressources naturelles, je pense qu'il faut comprendre ce qui s'est passé au cours des quatre dernières années, c'est certain, en raison de tous les changements politiques qui se sont opérés de part et d'autre de la frontière. L'exploration pétrolière et gazière s'est énormément intensifiée aux États-Unis, au point où le pays est rapidement devenu un exportateur net de pétrole et de gaz pour la première fois de son histoire. Il ne dépend plus du pétrole et du gaz étrangers, grâce à cela, surtout grâce à l'exploration dans le bassin permien. Pendant la même période, le secteur énergétique canadien a connu une grande contraction.

Compte tenu de la nouvelle orientation de l'administration Biden et des différents signaux qu'il envoie, nous attendons-nous à ce qu'il y ait un ralentissement de l'exploration pétrolière et gazière aux États-Unis, dont pourraient bénéficier les producteurs pétroliers et gaziers canadiens si les États-Unis en produisent moins? Il a évoqué l'idée d'interdire la fracturation hydraulique, entre autres. Serait-il possible que le Canada recommence à vendre davantage son pétrole et son gaz aux États-Unis, à la lumière de ce qui transparaît des premiers jours de l'administration Biden?

M. Jean-François Tremblay: Je pense que oui. Je crois que vous avez raison de dire qu'il y a eu d'importants... On oublie parfois de mentionner l'ampleur de tout cela. Il y a à peine 10 ou 20 ans, on disait qu'il n'y avait pas suffisamment de pétrole et de gaz, puis soudainement, il y a des surplus partout, et tout le monde produit du pétrole et du gaz. C'est un changement radical. Tout récemment, il y a eu une guerre de prix entre certains pays, et nous en avons énormément souffert.

Si l'on regarde les chiffres actuels, nous exportons actuellement beaucoup nos produits vers les États-Unis. Nous en étions à 3,9 millions de barils par jour avant la pandémie. Je pense que nous y avons exporté 3,7 millions de barils en novembre, donc la situation s'est essentiellement rétablie.

Bien sûr, la canalisation 3 augmenterait notre capacité de transport du pétrole vers les États-Unis. Le projet TMX aussi. Nous sommes un partenaire fiable pour les États-Unis. Si nous maintenons le cap sur la décarbonisation de notre industrie et nos pratiques exemplaires en matière de gouvernance et d'acceptation sociale, si nous demeurons un si bon partenaire, il y aura un marché pour nous aux États-Unis et il y aura un marché pour nous dans le reste du monde.

Selon tous les scénarios d'économie carboneutre envisageables, il restera une proportion importante du pétrole et du gaz que nous consommons pendant encore 20 à 30 ans. Il n'y a aucune raison pour laquelle le Canada ne pourrait pas approvisionner ce marché.

• (1705)

M. Mark Strahl: Très bien.

J'aimerais revenir à une observation que vous avez faite en réponse à ma collègue, Mme Alleslev, quand vous avez dit qu'il n'y avait pas de plan B. J'espère que ce n'est qu'un signe que nous pouvons avoir confiance que nous réussirons à conserver la canalisation 5 et les dizaines de milliers d'emplois qui s'y rattachent. Je me rappelle un barrage ferroviaire qui avait perturbé grandement le transport du propane vers le Québec et certaines parties de l'Onta-

rio. C'est rapidement devenu une crise. Il a fallu rationner le propane dans certaines parties du pays.

Vous pouvez peut-être nous en parler un peu plus. Oui, nous voulons tous gagner dans ce débat. Je dirais qu'il n'y avait probablement pas de plan B non plus pour Keystone XL, mais le projet a tout de même été annulé. J'espère qu'il y a un plan B, que le gouvernement cherche activement à déterminer comment nous assurerons l'approvisionnement essentiel en pétrole et produits dérivés en cas de problème, que nous ne resterons pas les bras croisés à espérer que les tribunaux penchent en notre faveur ou que nous pourrions négocier un accord, qu'il n'y aura pas vraiment de problème pour la canalisation 5 et que tout cela n'est que drame et jeux politiques au Michigan.

Je dois juste dire que j'espère qu'il y a plus de planification que cela en coulisses. Nous souhaitons tous que la canalisation 5 demeure en activité, mais nous nous attendons aussi à ce qu'il y ait des plans d'urgence en place. J'espère que vous pourrez nous en dire un peu plus sur ces plans.

Le président: Je m'excuse, monsieur Strahl. Vous n'avez plus de temps, à moins que M. Tremblay puisse vous répondre en 15 ou 20 secondes.

M. Jean-François Tremblay: En 15 ou 20 secondes, je vous dirai que bien sûr, il y a une collaboration interne entre les divers ministères — comme il y en a eu à l'époque des barricades —, nous trouvons des façons de travailler ensemble en toutes circonstances. Comme je l'ai aussi mentionné, nous sommes constamment en communication avec les provinces, de même qu'avec les gens de l'industrie, c'est certain.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Sarai, vous avez cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les fonctionnaires qui sont ici pour nous guider.

Monsieur Tremblay, je vous remercie de votre franchise. Il nous arrive d'entendre des fonctionnaires qui ne sont pas aussi francs et transparents que vous. Je vous en félicite.

Je souhaite concentrer mes questions sur la canalisation 5. Je suis surtout inquiet... Je pense que l'on amplifie peut-être le problème. Si nous restons concentrés sur les véritables enjeux, nous arriverons peut-être mieux à les régler. Ce qui pose véritablement problème, c'est le petit segment qui passe sous un détroit. Le propriétaire de la canalisation a demandé un permis pour creuser un tunnel, le bétonner et y faire passer le pipeline pour le protéger. Ce n'est pas le réseau au complet qui est en danger.

Quel est le ton de vos conversations avec les dirigeants du Michigan et les dirigeants fédéraux des États-Unis, avec vos homologues là-bas? Ont-ils bon espoir de trouver une solution à cela ou peut-être de pouvoir accélérer l'émission d'un permis pour que ce petit bout soit construit et que le problème soit réglé?

M. Jean-François Tremblay: Je demanderai à M. Hargrove de vous répondre, puisque c'est lui qui est en communication constante avec Enbridge, en particulier. Il pourra peut-être nous donner une idée des discussions qui se tiennent actuellement entre les États.

M. Glenn Hargrove: Merci, monsieur le sous-ministre.

Merci, monsieur Sarai. Je suis content de vous revoir.

Je ne vous répondrai peut-être pas avec exactitude, puis que c'est Affaires mondiales Canada qui chapeaute les négociations, mais les représentants du ministère vous ont déjà parlé et nous savons que l'ambassadrice vous parlera aussi bientôt.

Je peux peut-être vous parler un peu du tunnel, si vous le voulez bien. Vous avez tout à fait raison, monsieur Sarai. C'est ce segment de 4,5 milles dans le détroit qui pose problème. Je veux seulement souligner qu'Enbridge déploie vraiment tous les efforts pour qu'un tunnel soit construit pour protéger le pipeline sous le détroit, sous le lit du cours d'eau, et que le processus devrait durer environ quatre ans. L'entreprise essaie d'obtenir les autorisations voulues. Elle devrait les obtenir d'ici la fin de l'année, environ, après quoi, bien sûr, il y aura un assez gros chantier pour la construction du tunnel, qui devrait prendre environ trois ans.

Bien sûr, nous cherchons une solution pour pouvoir continuer d'utiliser le pipeline dans l'intervalle, en toute sécurité, et nous appuyons le plan de construction d'un tunnel.

• (1710)

M. Randeep Sarai: Concernant vos conversations avec les dirigeants d'Enbridge chargés de ce dossier, quel est leur degré d'optimisme? Sont-ils convaincus que cela se réglera, qu'on trouvera une solution à long terme, comme une solution provisoire pour surveiller ce segment de la canalisation? Je crois qu'il y a des plongeurs qui vont périodiquement la vérifier et qu'il y a d'autres méthodes de vérification périodique aussi, mais que font-ils exactement? Comment se dessinent leur dialogue et leur correspondance?

M. Glenn Hargrove: Bien sûr, ils souhaitent ardemment trouver une solution négociée. Comme le ministre l'a mentionné, et le sous-ministre aussi, je crois, le tribunal a recommandé un processus de médiation entre l'État et Enbridge. Je dois également souligner qu'Enbridge a exprimé publiquement son désaccord avec l'ordre de fermeture de l'État et ne croit pas que l'État a le pouvoir d'ordonner cette fermeture. Je ne suis pas avocat. Je ne me prononcerai pas sur la question, mais c'est la position publique d'Enbridge à ce sujet.

M. Randeep Sarai: Monsieur Tremblay, nous avons entendu notre ministre dire qu'il y avait des plans d'urgence en place, au cas où nous devrions transporter nos produits par train, camion ou bateau. C'est ce que nous prévoyons pour répondre à nos besoins, mais le Michigan a-t-il donné des indices de la façon dont il compte répondre à ses besoins énergétiques en cas de fermeture des vannes de la canalisation 5?

M. Jean-François Tremblay: C'est la chaîne d'approvisionnement elle-même qui trouvera ses propres moyens. C'est ainsi que les choses fonctionnent, comme vous avez pu le constater. M. Strahl a mentionné les barricades érigées dans le passé, puis ce qui est arrivé pendant que la voie ferroviaire était bloquée. Les trains sont passés par d'autres rails pour se rendre à destination.

M. Randeep Sarai: Mais je suis certain que la gouverneure...

M. Jean-François Tremblay: C'est la même chose ici. Je ne peux pas parler en leur nom. Je ne sais pas ce que contiennent les plans d'urgence qu'ils ont élaborés. Je ne sais pas où ils sont rendus. Je sais bien qu'ils savent que sans pipeline, ils devront faire face aux conséquences pour alimenter la chaîne d'approvisionnement. On leur a dit, et ils le savent. Je n'ai aucune idée de ce qu'ils font de leur côté, de leur propre planification, honnêtement.

Le président: Merci, monsieur Sarai.

[Français]

Monsieur Savard-Tremblay, vous disposez de deux minutes et demie.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je vous remercie.

Nous parlons présentement de la stratégie commerciale sur le plan pétrolier ou énergétique avec les États-Unis. Dites-moi si je m'adresse à la bonne personne ou pas, étant donné que vous vous occupez de dossiers différents.

L'hydrogène fait partie intégrante de la stratégie annoncée en décembre dernier. On peut lire dans le document que l'hydrogène propre peut être produit à partir de combustibles fossiles. J'avoue avoir été très surpris en lisant cela. En effet, il y a plusieurs sources pour faire de l'hydrogène, si bien qu'on est souvent obligé de mentionner qu'il s'agit d'hydrogène vert quand il s'agit d'hydrogène qui provient véritablement de sources d'énergie propre.

Ne croyez-vous pas que l'énergie, l'argent, le financement, les subventions et les plans de développement ou les plans industriels devraient davantage porter sur de l'hydrogène fait avec des sources véritablement propres que nous pourrions ensuite vendre aux États-Unis?

• (1715)

M. Jean-François Tremblay: Notre politique à ce sujet est de favoriser toute production de carburant plus propre. Je parle ici de la décarbonisation du carburant. Ce n'est ni noir ni blanc, et on ne peut pas dire que certains sont bons et que d'autres ne le sont pas. Nous les jugeons selon l'intensité de carbone.

Nous sommes chanceux, au Canada, parce que nous avons la capacité de le faire. Nous avons tellement de ressources naturelles que nous pouvons fabriquer de l'hydrogène de diverses façons. Nous pouvons effectivement fabriquer de l'hydrogène avec du gaz naturel. Nous pouvons joindre à cela la séquestration du carbone et nous pouvons en arriver à des émissions de carbone pratiquement neutres. Il y a donc des possibilités autant pour l'hydrogène strictement vert produit, par exemple, par l'hydroélectricité, que pour de l'hydrogène produit par d'autres sources d'énergie. Nous ne sommes pas fermés à cela.

Certains diront même qu'on peut faire de l'hydrogène qui va faire diminuer les gaz à effet de serre en utilisant la biomasse, par exemple. En calculant la séquestration du carbone, il peut y avoir eu de la biomasse. Après cela, on peut utiliser la séquestration du carbone pour la production comme telle.

Nous ne sommes donc pas fermés à une façon ou à une autre de faire l'hydrogène. Notre objectif est vraiment de favoriser la production de carburants de plus en plus verts.

Il n'y a pas que le Canada qui adopte cette position, plusieurs autres pays l'adoptent aussi. Cela ne nous empêche pas de parler d'hydrogène vert, d'hydrogène qui n'est pas vert ou d'hydrogène bleu, mais il faut bien comprendre que notre objectif consiste beaucoup plus à regarder jusqu'où nous pouvons aller dans la décarbonisation du carburant.

Le président: Merci, monsieur Savard-Tremblay.

[Traduction]

Monsieur Blaikie, la parole est à vous pour deux minutes et demie, je vous en prie.

M. Daniel Blaikie: Merci beaucoup, monsieur le président.

Ce n'est sans doute un secret pour personne que quand de grands projets énergétiques déraillent, c'est souvent que les peuples autochtones n'ont pas été suffisamment consultés au préalable.

Les peuples autochtones s'intéressent eux aussi au pipeline de la canalisation 5. La consultation des communautés autochtones est un incontournable si nous voulons de bons résultats.

Quelles communautés le ministère des Ressources naturelles a-t-il consultées concernant la canalisation 5?

M. Jean-François Tremblay: Monsieur Hargrove, voulez-vous répondre à cette question, surtout en ce qui concerne la canalisation 5?

M. Glenn Hargrove: Oui. Je vous dirai qu'à ma connaissance, il n'y a pas eu de conversation directe avec les communautés autochtones sur la canalisation 5 jusqu'ici. Je dois toutefois faire la distinction entre une conversation, aussi importante soit-elle, évidemment, et le devoir de consulter. Je crois qu'on parle ici d'une conversation. À ma connaissance, il n'y a pas eu de conversation directe avec les communautés autochtones sur cette question à ce jour.

M. Daniel Blaikie: Le ministère prévoit-il communiquer avec les communautés autochtones sur cette question?

M. Glenn Hargrove: Je ne suis pas au courant de plans en ce sens pour l'instant, mais je pense que c'est assurément une chose dont il faudrait prendre bonne note.

M. Daniel Blaikie: Il me semble que ce serait à envisager plus tôt que tard.

Il ne me reste pas beaucoup de temps, mais il y a une chose que je voudrais savoir. Toute nouvelle administration apporte bien sûr son lot de nouvelles possibilités. S'il y a une question litigieuse entre le Canada et les États-Unis qui reste non résolue depuis longtemps, c'est bien celle du bois d'oeuvre. J'aimerais savoir quel genre de possibilité pourrait s'ouvrir à nous, selon vous, et quelles mesures le gouvernement prévoit prendre pour que les Canadiens obtiennent un traitement juste pour leur bois d'oeuvre à la frontière.

Le président: Pourriez-vous répondre en 20 secondes ou moins, s'il vous plaît?

M. Jean-François Tremblay: Nous sommes toujours prêts à négocier un accord avec les États-Unis, mais nous devons nous assurer qu'ils souhaitent en faire autant. Tant qu'ils ne seront pas prêts, nous allons continuer, bien entendu, d'avoir gain de cause devant les instances créées dans le cadre des accords existants. Ce que nous souhaitons naturellement, c'est de nous asseoir dès que possible avec les États-Unis pour essayer d'en arriver à un accord à long terme.

En attendant, et malgré cette situation, nos exportations de bois d'oeuvre aux États-Unis vont bon train, ce qui est très positif.

• (1720)

Le président: Merci, monsieur Blaikie.

Nous passons maintenant à M. Lewis pendant cinq minutes.

Allez-y, s'il vous plaît.

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup à nos témoins.

Je crois que je vais commencer par dire que j'ai écouté attentivement les propos du ministre O'Regan. Nous sommes vraiment heu-

reux qu'il soit venu témoigner aujourd'hui. Il a parlé des 140 millions de gallons de pétrole brut qui transitent quotidiennement par la canalisation 5. Il a parlé ensuite des 2 100 camions-citernes et des 800 wagons ferroviaires, environ, qui seraient nécessaires pour transporter une telle quantité de l'autre côté de la frontière. Il a mentionné que la voie vers la carboneutralité passe par nos frontières. Il a ajouté que les chaînes d'approvisionnement allaient s'ajuster.

Ces propos m'inquiètent beaucoup. Dans la magnifique circonscription d'Essex que je représente, nous dépendons énormément de notre industrie automobile, de notre chaîne d'approvisionnement, comme le ministre en a parlé, de notre secteur manufacturier, etc. J'ai trouvé vraiment ironique de l'entendre dire que la voie vers la carboneutralité passe par nos frontières. Eh bien, le fait est, monsieur le président, qu'elle passe réellement par nos frontières. Toutefois, lorsque les gens ne peuvent pas traverser les frontières, c'est aussi un grave problème.

Cela s'applique précisément à la canalisation 5. Si nous n'avons pas de pétrole qui se rend au Canada et retourne aux États-Unis et qui... Nous n'avons pas d'industrie automobile, nous n'avons plus d'industrie manufacturière, et les travailleurs ne peuvent pas nourrir leur famille.

Je suis le genre de personne qui aime parler franchement. Ce que j'aimerais savoir précisément, c'est avec qui il faut communiquer aux États-Unis pour régler le problème une fois pour toutes? Faut-il parler à quelqu'un ou à un organisme en particulier? Que pouvons-nous faire? Que peut faire le Comité pour amener la magie et régler ce problème? Sans cela, nous allons y perdre. En passant, chers amis, nous avons déjà commencé à perdre beaucoup d'entreprises et d'emplois manufacturiers intéressants. Les gens ne savent plus vers qui se tourner. Les produits peuvent traverser la frontière, mais pas les personnes. À qui devons-nous nous adresser aussi rapidement que possible pour régler ce problème?

M. Jean-François Tremblay: Premièrement, le ministre a dit que l'exploitation de la canalisation 5 est non négociable. Je pense qu'il comprend parfaitement l'importance de voir le pétrole traverser la frontière.

Au sujet de votre question, le Comité publiera un rapport — et nous allons nous assurer qu'il soit diffusé — qui rendra compte, je l'espère, de l'importance de notre relation avec les États-Unis et de l'importance de la canalisation 5. Dans le cadre de ces discussions, nous rappellerons, je l'espère, à quel point l'intégration de nos marchés et de nos industries est importante tant pour les Canadiens que pour les Américains. Comme vous l'avez mentionné, il en va exactement de même dans l'industrie automobile. Nos deux pays sont plus grands et plus forts lorsqu'ils sont intégrés. Si vous pouvez livrer ces messages, ce serait très positif à mon avis.

Nos amis à Affaires mondiales Canada — et je sais que vous avez une rencontre avec des représentants d'Affaires mondiales Canada et les ministres plus tard — sont ceux qui organisent le travail diplomatique et la mobilisation aux États-Unis. Je vous invite à leur poser ces questions. Ils sauront sans doute mieux que moi y répondre.

M. Chris Lewis: Merci. Je comprends.

Si j'insiste tant pour trouver une solution, encore une fois, c'est parce que je passe littéralement des heures et des heures au téléphone avec les manufacturiers de ma région qui n'ont personne vers qui se tourner. Ils ne savent même pas si leur entreprise sera encore ouverte demain. Tant d'éléments reposent sur la canalisation 5, et tant d'éléments reposent sur le secteur manufacturier. On parle de Canadiens. On parle de parents d'enfants qui ne savent pas s'ils pourront nourrir leur famille.

Encore une fois, le temps presse. Il faut régler la question. Il faut trouver une solution, car le problème ne se réglera pas tout seul. Il faut se rendre compte, par exemple, que des entreprises perdent des centaines de millions de dollars...

Le président: Je suis désolé de vous interrompre, monsieur Lewis; il vous reste 30 secondes.

M. Chris Lewis: ..., des sommes importantes, parce que les gens ne peuvent pas traverser la frontière pour voir leur produit final, ce qui nous ramène au pétrole et au secteur automobile.

Au lieu de poser une question, je pense que je vais simplement vous demander de prendre mon message à cœur. J'essaie désespérément non seulement de sauver des emplois, mais aussi d'en créer pour les Canadiens.

Merci beaucoup de votre temps, monsieur le président. Je vous en suis reconnaissant.

• (1725)

Le président: Merci, monsieur Lewis.

Madame Bendayan, il vous revient de poser la dernière question.

[Français]

Mme Rachel Bendayan: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie également le sous-ministre Tremblay de ses excellentes réponses.

J'aimerais clarifier une chose. Mon collègue vient de demander auprès de qui on doit soulever cette question. Il veut savoir qui est la personne que nous devons convaincre. Pourtant, il me semble que la stratégie de notre gouvernement vise à discuter avec les représentants de tous les ordres de gouvernement. Ce n'est donc pas une seule personne qui a la réponse. Il s'agit plutôt d'une stratégie globale.

Pouvez-vous nous éclairer au sujet de cette stratégie et quant à la façon dont notre gouvernement aborde ces discussions?

M. Jean-François Tremblay: Bien sûr. D'ailleurs, je sais que vous recevez l'ambassadrice, qui sera encore mieux placée que moi pour vous le dire.

Nous avons toujours été efficaces dans notre relation avec les Américains, parce que nous avons toujours travaillé de façon concertée. Quand l'équipe du Canada travaille ensemble, elle est efficace avec les Américains. Par ailleurs, nous n'approchons pas seulement le gouvernement central ou ceux des États; nous approchons aussi les syndicats et les groupes de pression.

Comme on l'a dit auparavant, beaucoup d'Américains et beaucoup de gens du Michigan voient cela comme un jeu à somme nulle, c'est-à-dire que cela profite aux Canadiens, mais pas aux Américains. Il est donc important de rétablir les faits. Évidemment, c'est bien de se concerter, mais les gens qui ont des relations avec les syndicats, les groupes de pression, les journalistes et les leaders

d'opinion aux États-Unis doivent quand même envoyer un message cohérent. C'est pourquoi je disais qu'il était important de soulever cette question auprès des gens d'Affaires mondiales Canada.

Nous serons efficaces si nous ne sommes pas cacophoniques et si nous présentons les arguments canadiens comme ils doivent l'être, pour éviter des situations où la perception est totalement erronée quant aux bénéfices du projet.

Mme Rachel Bendayan: C'est tout à fait vrai. Je vous remercie beaucoup.

Les liens interpersonnels deviennent très importants, tout comme dans le cas de la négociation de l'Accord Canada—États-Unis—Mexique.

Je vais continuer sur le thème de l'électricité. En tant que Québécoise, je suis très fière de notre hydroélectricité. Je me demandais si, de votre point de vue, de nouvelles possibilités s'offraient à nous en ce qui concerne nos exportations vers les États-Unis, à la lumière des discussions qui ont eu lieu la semaine dernière avec le président Biden et de celles qui ont eu lieu hier avec l'homologue du ministre.

M. Jean-François Tremblay: Oui, il est évident qu'il y a des possibilités, et Hydro-Québec est déjà très active, comme vous le savez, dans l'État de New York, dans le Maine et dans le Massachusetts, je crois.

Il y a donc des discussions et beaucoup de possibilités pour l'hydroélectricité, mais aussi pour toutes les énergies renouvelables, comme l'énergie éolienne et toute forme d'énergie qui peut être ajoutée à la ligne de transmission. Les lignes de transmission sont très intégrées entre les États-Unis et le Canada. Ce sont des choses qu'il faut regarder.

Nous avons de la chance, car nous avons une forme d'électricité qui émet très peu de gaz à effet de serre. Nous pouvons effectivement aider certains États américains à devenir plus verts, et c'est une belle occasion. Cela va venir aussi avec des défis locaux. Des gens vont s'y opposer, c'est certain, mais il y a des processus et il faut s'assurer de faire les choses de façon appropriée pour que cela aboutisse.

Mme Rachel Bendayan: J'aimerais poser une dernière question très rapidement, monsieur le président.

Monsieur Tremblay, on parlait tantôt du fait que nous sommes dans un pays capitaliste où il y a des marchés. En tant qu'expert dans ce domaine, pouvez-vous nous parler un peu de l'argent des investisseurs en ce moment? Il me semble que l'argent suit la mouance et la transition écologiques.

Est-ce bien le cas? Les investisseurs d'aujourd'hui cherchent-ils des occasions plus écologiques?

• (1730)

M. Jean-François Tremblay: Oui. C'est pour cela que je disais que, à l'avenir, il y aura encore une demande pour le gaz et pour le pétrole, mais que cette demande va être exigeante. Les gens recherchent un pétrole et un gaz le moins polluants possible. De plus en plus, les investisseurs veulent s'assurer que leurs investissements vont dans des entreprises qui respectent ces règles. C'est important pour nous d'être des leaders dans ce domaine, parce que cela nous permettrait d'assurer un accès aux marchés.

Nous voyons donc ces changements de plus en plus sur les marchés internationaux. C'est pour cela qu'avoir un allié américain qui partage les mêmes objectifs sur le plan environnemental et sur le plan de la décarbonisation de l'énergie est très important pour nous. Cela nous permet effectivement d'assurer cette transformation, tout en le faisant avec notre plus important client.

J'ai passé encore du temps, cette semaine, avec des représentants de l'industrie pétrolière. Nos discussions portaient exactement sur ces sujets. Nous parlons de la décarbonisation de l'énergie et de la séquestration du carbone, et nous nous demandons comment rendre notre pétrole plus attrayant pour les gens en faisant en sorte qu'il reflète les valeurs qu'ils recherchent.

Mme Rachel Bendayan: Je vous remercie, monsieur Tremblay.

Le président: Merci, madame Bendayan.

[Traduction]

Je suis ravi des échanges que nous avons eus.

Je tiens à remercier les représentants du ministère d'avoir répondu à toutes nos questions de façon complète et détaillée. Je vous en suis très reconnaissant. Merci beaucoup de votre temps et de votre présence.

Je vais suspendre la séance quelques instants afin de pouvoir accueillir l'ambassadrice Hillman.

• (1730) _____ (Pause) _____

• (1730)

Le président: Bienvenue, madame l'ambassadrice. Je vous remercie de nous consacrer du temps aujourd'hui.

Avant de vous présenter, je dois mentionner quelques consignes.

Bon retour aux membres du Comité. Je vais résumer les procédures pour notre témoin. Afin de favoriser le bon déroulement de la réunion, j'encourage tous les participants à éteindre leur microphone lorsqu'ils n'ont pas la parole et à s'exprimer par l'entremise de la présidence. Vous avez accès à l'interprétation en cliquant sur l'icône du globe situé au bas de votre écran. Veuillez noter qu'il est interdit de faire des captures d'écran ou de prendre des photos de l'écran.

Madame l'ambassadrice, merci beaucoup de vous joindre à nous aujourd'hui. Vous ne vous en souvenez sans doute pas, mais j'ai passé un peu de temps avec vous il y a trois ans lorsque j'ai visité l'ambassade comme membre du comité des affaires étrangères. J'ai été très impressionné par le professionnalisme du personnel et de tous vos collègues, et par leur façon de conduire les relations avec un de nos partenaires et alliés les plus importants.

Je veux vous souhaiter la bienvenue. Merci beaucoup de votre temps.

Je crois comprendre que vous avez une déclaration préliminaire à nous présenter. Vous avez la parole pendant cinq minutes.

Son Excellence Madame Kirsten Hillman (ambassadrice du Canada aux États-Unis): Merci beaucoup, monsieur le président.

Bonjour à tous.

J'aimerais simplement vous mentionner que depuis que je suis à Washington, j'ai été à même de constater la solidité de la relation

entre le Canada et les États-Unis dans son ensemble, et plus particulièrement de la relation économique entre nos deux pays.

[Français]

Environ 2,7 milliards de dollars de biens et de services traversent notre frontière commune chaque jour, et environ trois quarts des exportations du Canada sont destinés aux États-Unis. De plus, le Canada est le plus important client dans plus de 30 États américains. En fait, les États-Unis vendent plus de produits au Canada qu'ils n'en vendent à la Chine, au Japon et au Royaume-Uni ensemble.

[Traduction]

Bien sûr, nous ne nous contentons pas de nous vendre des produits l'un à l'autre, nous en fabriquons aussi ensemble, qu'il s'agisse des pièces automobiles qui traversent la frontière à de multiples reprises au cours de la fabrication d'un véhicule, ou des animaux qui naissent d'un côté de la frontière, qui sont élevés de l'autre et qui traversent à nouveau la frontière pour être abattus ou pour leur transformation.

Nous en avons eu, bien entendu, un autre exemple très éloquent avec la COVID. Le Canada est l'un des principaux fournisseurs des États-Unis pour divers articles d'équipement de protection individuelle essentiels et de leurs intrants, notamment les masques, les jaquettes et les respirateurs, et le Canada est l'un des principaux marchés d'exportation des États-Unis pour d'autres articles d'équipement de protection individuelle et de leurs intrants, notamment les produits nettoyants, les savons, les aiguilles et les seringues.

Pour dire les choses simplement comme l'a fait le président Biden mardi dernier, les États-Unis n'ont pas de meilleur ami que le Canada, et aucun pays dans le monde ne souhaite davantage voir les États-Unis réussir que le Canada. Notre prospérité tout comme notre sécurité sont étroitement liées d'une façon durable.

La portée et l'importance de notre relation étaient manifestes lorsque le premier ministre et le président se sont rencontrés virtuellement la semaine dernière. Il s'agissait de la première rencontre bilatérale du président avec un homologue étranger depuis son entrée en fonction. Les dirigeants ont publié, de plus, une feuille de route qui contient une dizaine d'engagements de collaboration concrets entre leurs pays au cours des années à venir.

Bien entendu, la priorité absolue pour nos deux pays est de mettre fin à la pandémie de la COVID-19. Par conséquent, les dirigeants ont convenu de renforcer leur collaboration à cet égard, ainsi que de prendre une approche coordonnée, basée sur la science et la santé publique, pour déterminer quand le moment sera venu d'assouplir les restrictions à la frontière.

Ils ont discuté de leur vision commune d'une relance économique qui crée des emplois sûrs et bien rémunérés dans leurs deux pays et qui profite au plus grand nombre. Comme tous les gens n'ont pas été frappés de la même manière par la pandémie, et c'est vrai des deux côtés de la frontière, ils ont annoncé également une initiative conjointe pour stimuler la relance des petites et moyennes entreprises, en particulier celles appartenant à des femmes, des minorités et des Autochtones.

Le président et le premier ministre ont parlé en outre de l'importance de notre relation économique profondément interconnectée et mutuellement avantageuse. Le fait est que la relance économique au Canada et aux États-Unis sera plus rapide, plus solide et plus durable si nous travaillons ensemble. C'est pourquoi le président et le premier ministre ont lancé une nouvelle stratégie pour renforcer les chaînes d'approvisionnement canado-américaines et ont souligné les avantages importants de la relation bilatérale en matière d'énergie et de son infrastructure.

• (1735)

[Français]

En ce qui concerne les changements climatiques, il existe des occasions de travailler ensemble à l'échelle internationale, mais également chez nous, où nous pouvons harmoniser les politiques et les approches pour créer des emplois tout en nous attaquant aux émissions de carbone. À cette fin, les dirigeants ont convenu de créer les chaînes d'approvisionnement nécessaires pour faire du Canada et des États-Unis des chefs de file mondiaux en matière de développement et de production de batteries.

[Traduction]

Comme le Comité s'intéresse principalement à la relation économique, je souligne les éléments de la feuille de route qui en font partie, mais les dirigeants ont aussi prévu des plans concrets pour élargir la collaboration dans les dossiers de la défense continentale, de la cybersécurité, de la criminalité transfrontalière et de l'Arctique. Ils ont discuté des moyens d'harmoniser leurs approches concernant la Chine, notamment des façons de contrer les pratiques économiques coercitives et déloyales de la Chine, les obstacles en matière de sécurité nationale et la violation de droits de la personne. Ils ont discuté de la détention arbitraire de Michael Kovrig et de Michael Spavor, et le président s'est engagé à oeuvrer en faveur de leur libération.

Les relations que le Canada entretient avec les États-Unis sont solides. Elles sont interdépendantes et comportent de multiples facettes. C'est précisément en raison de cette interdépendance que les décisions prises d'un côté de la frontière ont souvent des répercussions considérables de l'autre. Par conséquent, tout en travaillant de concert avec les États-Unis sur ces nombreux objectifs communs, le Canada doit également veiller à faire avancer ses priorités et à défendre clairement et avec fermeté ses intérêts.

Lors de la négociation du nouvel ALENA, nous avons appris qu'une approche équipe Canada est constructive et efficace. Le fait de travailler pour atteindre les mêmes objectifs et de présenter systématiquement des faits convaincants à nos homologues américains au sein de l'administration, au Congrès et à tous les niveaux de gouvernement est une recette éprouvée.

J'aimerais terminer en disant que nous vivons une période très excitante dans les relations canado-américaines. Les possibilités de collaboration avec l'administration Biden sont nombreuses pour le Canada au cours des années à venir, et je pense que nous sommes très bien placés pour en profiter.

[Français]

Je vous remercie. Je serai heureuse de répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président: Merci, madame l'ambassadrice.

Nous passons à M. Lewis pour la première série de questions d'une durée de six minutes.

M. Chris Lewis: Merci beaucoup, et merci de vos remarquables propos. J'ai écouté très attentivement ce que vous avez dit, et je vous en sais gré.

Vous avez mentionné quelques éléments qui ont retenu mon attention. Vous avez dit tout d'abord que le gouvernement veut vraiment veiller à la relance des petites et moyennes entreprises, puis vous avez parlé des chaînes d'approvisionnement qui fonctionnent ensemble. Vous avez également dit que le Canada et les États-Unis exercent une influence considérable l'un sur l'autre.

Je vais être honnête avec vous. Dans ma circonscription d'Essex, tout près de Windsor, le poste frontalier le plus achalandé du monde, je dirais que nous en arrachons vraiment. Nous en arrachons beaucoup. Les propriétaires d'entreprises canadiens, qui ont parfaitement le droit de traverser la frontière — ils ont leur visa — ont des problèmes à leur retour au pays. Ils doivent se mettre en quarantaine pendant 14 jours et ne peuvent donc pas s'occuper de leur entreprise.

Si nous avons vraiment l'intention de rouvrir la frontière et que nous avons vraiment l'intention de veiller au bien-être de nos deux pays, y compris des petites et moyennes entreprises, a-t-on discuté d'une solution afin que les gens n'aient pas à craindre de traverser la frontière pour devoir ensuite se mettre en quarantaine pendant 14 jours?

• (1740)

Mme Kirsten Hillman: Je peux sans doute commencer par dire que depuis un an maintenant, j'ai des discussions environ toutes les deux semaines, parfois même un peu plus souvent, avec le département de la Sécurité intérieure au sujet de la frontière entre le Canada et les États-Unis. Les discussions portent sur nos objectifs stratégiques et les restrictions qui, selon nous, doivent être mises en place pour atteindre ces objectifs.

Depuis le début, l'objectif commun que nous nous sommes donné avec les États-Unis était de réduire au minimum et en fait de stopper les déplacements non essentiels, mais de maintenir les déplacements d'affaires essentiels. Il s'agissait d'une décision d'une extrême importance, comme chacun sait. La décision était sans précédent, mais quand nous avons examiné les données et vérifié la situation de part et d'autre toutes les deux semaines, il était clair que la mesure avait les effets escomptés, car les déplacements par camion dans votre secteur et partout au pays pouvaient avoir diminué de 5 %, de 7 %, de 2 %, ou pas du tout, selon la semaine. Le dédouanement des marchandises au Canada et aux États-Unis, encore une fois, avait très peu diminué, et parfois pas du tout. Toutefois, le nombre des autres voyageurs dans leur ensemble à la frontière terrestre avait chuté d'entre 80 % et 90 %, selon la semaine.

Cela semblait très important, et la mesure s'est avérée très importante, je crois, pour contrôler la propagation dans nos communautés.

M. Chris Lewis: Merci beaucoup de votre réponse. Je vais passer à ma prochaine question.

Vous avez dit que l'approche équipe Canada fonctionne bien. Le fait est que, dans ma région à tout le moins, elle ne fonctionne pas, parce que nous perdons beaucoup d'entreprises au profit des États-Unis et du Mexique, car nos propriétaires d'entreprise, qui doivent nourrir leur famille, ne peuvent pas travailler parce qu'ils sont en quarantaine. J'ai passé des heures et des semaines au téléphone avec ces propriétaires qui m'ont dit qu'ils allaient plier bagage et aller s'installer aux États-Unis. Ils me disent qu'ils vont aller faire des affaires là-bas et qu'ils partent parce qu'ils n'ont plus les moyens d'envoyer leurs employés de l'autre côté de la frontière.

Que pouvons-nous faire pour nous assurer d'arriver au cœur même du problème et de faire avancer ce dossier? Si nous avons vraiment l'intention d'ouvrir la frontière, nous devrions le faire plus tôt que tard, parce que dès la semaine prochaine, Windsor-Essex perdra des entreprises — et pas des moindres, des entreprises importantes qui offrent des emplois bien rémunérés.

Auriez-vous une idée à qui je pourrais téléphoner?

Mme Kirsten Hillman: Je pense que les décisions au sujet de la frontière canadienne et de sa gestion sont prises bien sûr à Ottawa en collaboration avec nos services frontaliers, l'Agence des services frontaliers, la Sécurité publique et les autorités sanitaires. Le gouvernement a dit dès le départ que les décisions seraient prises en s'appuyant sur la science et les conseils d'experts.

Le président Biden dit exactement la même chose. Lorsque nous l'avons rencontré la semaine dernière, il a dit que les décisions au sujet de l'ouverture de la frontière seraient prises en s'appuyant sur la situation observée sur le terrain, sur la progression du virus et sur les conseils des scientifiques et des experts. Nous sommes vraiment sur la même longueur d'onde à ce sujet.

Je pense que nous allons constater que nous poursuivons des objectifs communs avec cette administration. Nous aimerions bien sûr que les choses reviennent à la normale dès que possible, mais au bout du compte, ce ne sera pas avant que le virus soit contrôlé dans nos deux pays.

Le président: Monsieur Lewis, vous avez 20 secondes.

M. Chris Lewis: Merci, monsieur le président. Je vous remercie. Je ne poserai pas de question. Je respecterai le temps imparti par la présidence.

Je suggère que s'il existe un moyen d'obtenir un numéro de téléphone pour joindre le président Biden, je serais tout disposé à lui parler pour protéger les emplois et les familles canadiennes.

Merci beaucoup pour votre temps. Je vous en suis très reconnaissant. Ce fut un honneur.

• (1745)

Le président: Je vous remercie, monsieur Lewis, pour votre intervention.

Les six prochaines minutes sont réservées à M. Sarai.

M. Randeep Sarai: Je vous remercie, monsieur le président. Je partagerai mon temps de parole avec M. McKay. Je vais prendre trois minutes, alors j'aimerais que vous me chronométriez, monsieur le président.

Madame l'ambassadrice, je vous remercie d'être venue. Nous croyons comprendre que vous êtes ici à un très bon moment. Je pense que les relations entre les deux pays sont au mieux grâce aux nombreuses synergies entre les deux gouvernements, mais en même temps, nous avons plusieurs questions clés: « Buy Ameri-

ca », la canalisation 5 d'Enbridge, le pipeline Keystone XL et le bois d'œuvre. Ce sont quatre grandes questions qui nous interpellent en ce moment, et il y en a peut-être d'autres. Pour moi, la plus importante est la canalisation 5, et celle qui me tient le plus à cœur est le bois d'œuvre.

Les fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada nous ont dit qu'on réglerait par voie diplomatique le différend avec l'État du Michigan concernant la canalisation 5, ce qui est généralement le cas pour la plupart de nos règlements avec les Américains. Comment l'ambassade a-t-elle participé à la discussion concernant la canalisation 5 avec la gouverneure du Michigan et les représentants d'autres échelons étatiques?

Mme Kirsten Hillman: Je suis ravie de répondre à cette question.

Tout d'abord, en répondant à votre question, je voudrais préciser quelque chose. De notre point de vue, ici à l'ambassade, et évidemment du point de vue du gouvernement, la canalisation 5 d'Enbridge est un élément crucial de l'infrastructure énergétique, tant pour le Canada que pour les États-Unis. C'est le message principal que nous transmettons. Nous insistons pour dire que la fermeture du pipeline aurait de graves conséquences pour l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et le Québec, bien sûr, mais aussi pour le Michigan et l'Ohio.

Nous avons ici un pipeline qui fonctionne en toute sécurité depuis 1953, c'est donc dans ce contexte que nous tenons ces discussions. Nous soutenons, sans réserve et très activement, la poursuite de l'exploitation de ce pipeline en toute sécurité. Bien entendu, nous devons également souligner auprès de nos partenaires du Michigan que nous sommes tout aussi déterminés à protéger les Grands Lacs. Ils constituent une ressource importante pour les deux pays.

Nous savons qu'Enbridge s'est également engagée à atteindre ces objectifs. Je parle très souvent avec les responsables de l'entreprise, et mes collaborateurs en font autant. Ils ont cherché à apaiser les préoccupations de la gouverneure du Michigan, Mme Whitmer, et de son prédécesseur, qui avait également des inquiétudes concernant la ligne. Ces discussions ont échoué. Je sais que vous avez entendu de nombreux témoignages à ce sujet au cours de la dernière semaine. Il y a beaucoup de litiges en cours à cet égard.

Au bout du compte, je pense que la solution à ce problème passera par des moyens diplomatiques et la défense des intérêts, mais aussi par des négociations entre la société et la gouverneure du territoire que le pipeline traverse. Nous devons tous travailler ensemble à trouver une solution. La société a été chargée par le tribunal d'avoir recours à la médiation avec l'État afin de voir s'ils peuvent régler certains de leurs différends concernant ce projet. Pour notre part...

Je suis désolée. Voulez-vous que j'arrête?

Le président: Non, non. Continuez.

Mme Kirsten Hillman: Je suis probablement en train de prendre vos trois minutes. Je m'en excuse. J'aimerais mettre les choses au clair, et ensuite le reste d'entre vous pourra me poser toutes sortes de questions complémentaires.

Pour notre part, au gouvernement, nous défendons la canalisation 5 depuis 2017, sans interruption. La question de ce pipeline est d'actualité au Michigan depuis un certain nombre d'années — même avant la présente gouverneure —, si bien que nous avons été très actifs dans la région. Notre consul général, Joe Co-martin, et son prédécesseur ont travaillé activement dans la région pour s'assurer que tout le monde comprenne l'importance de cette ligne pour les habitants du Michigan et pour les États-Unis.

Nous avons formulé un certain nombre de commentaires écrits et officiels en faveur de la canalisation 5 et du projet de tunnel proposé par Enbridge. Nous participons à un groupe de travail fédéral-provincial qui coordonne la défense du projet au Michigan, dans les États voisins et à l'échelon fédéral.

La question a, bien sûr, été soulevée lors de la discussion du premier ministre avec le président Biden la semaine dernière. Elle a été soulevée par le ministre, M. O'Regan, auprès de son homologue. Elle a été soulevée par le premier ministre auprès du secrétaire d'État américain. Je l'ai soulevée auprès de la gouverneure Whitmer à maintes reprises, et auprès de son prédécesseur au moins deux fois. Nous militons activement et avec minutie depuis maintenant un certain nombre d'années.

Merci pour le temps que vous m'avez accordé.

• (1750)

Le président: Merci, monsieur Sarai.

Nous allons passer à M. McKay pour environ une minute et demie.

L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.): Peut-être que vous pourriez me donner la chance de répondre à une autre question à un moment ou un autre. Je crois que je suis désavantagé.

Permettez-moi de préparer le terrain en prévision de la générosité à laquelle je m'attends de la part du président. Le comité du Sénat a récemment confirmé la nomination de Mme Tai au poste de secrétaire d'État au commerce. Elle sera peut-être la secrétaire d'État la plus importante pour nous, et avec qui nous aurons beaucoup de rapports. Je sais que vous la connaissez.

Dans un article récent, sous le titre « Repenser la stratégie chinoise », elle dit des choses intéressantes: que les États-Unis ont besoin « d'un plan stratégique et cohérent pour tenir la Chine responsable », que « la Chine est à la fois une rivale [et] une partenaire », que nous « ne pouvons pas être compétitifs en faisant ce que la Chine fait, nous devons donc trouver comment nous pouvons [faire les choses différemment] ». Elle poursuit en donnant un certain nombre d'exemples, dont le plus significatif est le suivant: « Je pense que le recours au travail forcé est probablement l'exemple le plus grossier du nivellement par le bas. »

Voici la question que je vous pose. Les responsables du gouvernement du Canada et de celui des États-Unis discutent-ils activement de la manière d'aligner nos intérêts dans ce genre de conversation?

Le président: Je suis désolé, madame l'ambassadrice. Vous avez moins de 30 secondes.

Mme Kirsten Hillman: La réponse est oui. La réponse est que la question du travail forcé dans les accords commerciaux est un élément que nous avons dans notre nouvel ALENA. C'est un point qui existe dans le Partenariat transpacifique global et progressiste. C'est un sujet qui a fait l'objet d'une discussion active dans le cadre

de ce partenariat, qui est un accord commercial centré sur l'Asie, comme vous le savez peut-être, et qui me tient à cœur.

C'est une conversation très animée. La secrétaire d'État américaine au commerce, Mme Tai, sera une interlocutrice très intéressante. C'est une personne que je connais très bien, et elle a dit qu'elle considère la politique commerciale comme un moyen d'atteindre des objectifs économiques importants, mais aussi de s'assurer qu'en atteignant ces objectifs, nous promouvons des valeurs importantes au niveau international. Vous avez précisément mis le doigt sur l'un de ces points.

Merci.

Le président: Merci, monsieur McKay.

[Français]

Monsieur Savard-Tremblay, vous disposez de six minutes.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Bonjour, madame l'ambassadrice. Je vous remercie d'être ici aujourd'hui.

Si jamais le plan Biden était appliqué de façon stricte, que proposeriez-vous comme solution de rechange?

Par exemple, on a suggéré qu'il y ait des solutions à la pièce, État par État. Cette voie pourrait-elle être empruntée?

Bref, à quoi a-t-on songé jusqu'à maintenant?

Mme Kirsten Hillman: Je vous remercie de votre question.

Quand vous parlez du plan Biden, vous parlez du plan Biden concernant quel sujet?

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je parle du protectionnisme et de la Buy American Act.

On sait que la Buy American Act n'est pas vraiment une nouvelle loi, mais il est question d'une application stricte de règles qui seraient déjà en vigueur.

Si c'était appliqué de façon stricte et intransigeante, quel serait le plan B?

Mme Kirsten Hillman: Je vous remercie.

D'abord, les politiques « Buy America » privilégiant l'achat américain existent sur le plan fédéral et sur le plan étatique. Sur le plan fédéral, certaines politiques peuvent s'appliquer au Canada et d'autres non. Celles qui ne s'appliquent pas à nous, ce sont les exigences de la Buy American Act. Alors, si vous entendez parler des exigences de la Buy American Act, cela ne touche pas le Canada, parce que nous avons des exemptions à l'OMC concernant ce genre de politique.

Quant aux politiques « Buy America », elles sont liées aux fonds envoyés par le gouvernement fédéral américain aux États pour financer des projets, surtout des projets d'infrastructure. Pour le moment, elles s'appliquent aux achats de fer, d'acier et de certains produits manufacturés.

Ces programmes existent, et nous devons nous en accommoder.

Il faut donc se demander si l'administration Biden va renforcer ces programmes, si elle va ajouter d'autres produits à la liste.

Je ne crois pas que cela se fera État par État. Je crois qu'ils vont plutôt ajouter certains produits. C'est important de souligner qu'il y a énormément de choses que nous ne savons pas. Cela va vraiment dépendre de la façon dont ils vont mettre en vigueur cette politique.

Par exemple, l'ordre exécutif qui a été promulgué il y a environ un mois ne nous touche pas du tout. Il faut étudier cela. Les détails vont être très importants pour comprendre comment nous allons être touchés et si nous le serons. Si cela devait nous toucher — je réponds peut-être à une autre question —, nous aurions plusieurs bons arguments qui nous permettraient de dire que cela ne devrait pas s'appliquer au Canada.

• (1755)

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Pouvons-nous travailler davantage avec les États eux-mêmes, et pas seulement avec le gouvernement fédéral?

Mme Kirsten Hillman: Absolument.

Il faut travailler avec tout le monde. Il faut travailler avec les syndicats, le monde des affaires, les membres du Congrès, les gouverneurs et les législateurs des communautés, parce que c'est là que sont les emplois. Franchement, les politiques « Buy America » sont surtout des politiques qui, comme je le disais dans mes commentaires d'ouverture, font que les chaînes d'approvisionnement entre le Canada et les États-Unis créent des emplois. Cela crée énormément d'emplois. Quand on coupe dans les chaînes d'approvisionnement, des emplois sont perdus. Il faut alors aller vers ces gens, dans les communautés où les emplois sont à risque, pour parler des implications des politiques proposées.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Vous avez parlé de la nécessité de travailler avec les gouverneurs. Comme vous le savez, il y a présentement un litige avec la gouverneure du Michigan.

Y a-t-il une stratégie qui permet de calmer les craintes et les peurs de la gouverneure du Michigan au sujet de la fameuse canalisation 5?

Mme Kirsten Hillman: Je dois dire que je ne suis pas une spécialiste en la matière. Cependant, selon tout ce que j'ai lu, je suis sûre que ce projet est sécuritaire. De son côté, la gouverneure a des réserves à cet égard.

Comme je le disais il y a une minute, la solution doit être trouvée par la compagnie, par la gouverneure et par nous, en tant que médiateurs. Ces discussions touchent à la fois des faits et nos relations. Il faut voir ce que nous pouvons faire pour faire progresser la discussion.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Absolument.

Vous avez dit que vous n'étiez pas une experte en matière de sciences. C'est normal, à chacun son domaine.

Quelqu'un a forcément raison. La gouverneure émet ses craintes et l'entreprise prétend que c'est sécuritaire. Qui dit vrai? Il doit y avoir une façon de trancher, de prouver, de démontrer que, sur le plan scientifique, l'un ou l'autre a raison.

Mme Kirsten Hillman: En effet. C'est pour cela que je trouve que c'est une très bonne idée que le fédéral demande aux deux parties de trouver un médiateur afin de faciliter ces discussions.

Le président: Merci, monsieur Savard-Tremblay.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Je vous remercie.

[Traduction]

Le président: La parole est maintenant à M. Blaikie pour six minutes.

M. Daniel Blaikie: Merci beaucoup.

Merci, madame l'ambassadrice, de nous accorder du temps aujourd'hui.

Il y a eu beaucoup de discussions aux échelons élevés sur les possibilités de faire front commun contre les changements climatiques et sur certains des débouchés économiques qui pourraient en découler. Je me demandais si vous pouviez nous donner un peu plus de détails sur ces débouchés et sur ce que le Canada envisage de faire activement avec la nouvelle administration Biden.

• (1800)

Mme Kirsten Hillman: Merci. C'est une bonne question.

Premièrement, je vous renvoie à la feuille de route qui a été récemment adoptée. Je dirais que cette feuille de route est incroyablement substantielle. Je n'ai jamais vu une déclaration des dirigeants contenant des projets plus concrets. Je le dis sincèrement. Je n'ai jamais rien vu de tel.

Vous y trouverez des idées très concrètes sur certains des domaines que nous considérons comme des priorités et des possibilités clés dans l'immédiat. Aux États-Unis, les émissions des véhicules, les émissions des transports, sont la première source de gaz à effet de serre; on déploie donc des efforts très importants dans ce domaine. L'une des priorités clés de l'administration Biden est de travailler à la décarbonisation du secteur des transports. Nous savons tous qu'en ce qui concerne le secteur automobile, nous sommes profondément intégrés aux États-Unis.

Nous savons également que le Canada a accès à des minéraux essentiels qui intéressent les États-Unis pour la technologie des batteries, qui est importante pour la transformation du secteur des transports. Nous observons également des innovations vraiment intéressantes dans un certain nombre de provinces autour de la technologie des batteries. C'est très important pour les États-Unis. C'est un débouché énorme. C'est déjà un secteur très intégré. Nous avons beaucoup de savoir-faire et de connaissances à partager. C'est quelque chose qui les intéresse vivement. Ce serait donc un...

M. Daniel Blaikie: Si vous me le permettez, je suis juste curieux de savoir... Bien que le Canada dispose de ces ressources, je pense qu'il a également intérêt à faire le travail à valeur ajoutée pour éviter une situation où nous nous contentons d'extraire des matières premières et de les envoyer aux États-Unis pour la fabrication de batteries. C'est clair qu'il est préférable de vendre des batteries finies aux États-Unis.

Y a-t-il lieu de s'inquiéter du fait que le programme « Buy America » en particulier, ou la position en faveur du protectionnisme américain, interfère avec la capacité d'établir ce travail à valeur ajoutée au Canada et de vendre le produit fini aux États-Unis?

Mme Kirsten Hillman: Non, je ne pense pas. En fait, je pense que c'est plutôt le contraire. Le plan d'action sur les minéraux essentiels auquel nous travaillons avec les États-Unis — nous le faisons depuis quelques années maintenant — est un projet de chaîne d'approvisionnement dans son ensemble. Il est spécialement conçu pour que tous les éléments de la chaîne d'approvisionnement existent également dans notre pays.

C'est la même chose pour la technologie des batteries. C'est un domaine dans lequel nous favoriserons le développement et la fabrication de cette technologie au Canada et nous y travaillerons. Je suis sûr que les États-Unis le feront aussi de leur côté. L'objectif, dont il en a été question mardi dernier, est de faire de nos deux pays des chefs de file, à l'avant-garde, en devançant d'autres regroupements de pays qui pourraient également chercher à être des chefs de file de cette technologie et de cette fabrication. La réponse est donc non, pas du tout.

Il y a deux autres secteurs que je voudrais mentionner, soit ceux des transports et des véhicules. Pour atteindre certains de ses objectifs, l'administration Biden devra également travailler à la décarbonisation de son secteur énergétique et de son réseau électrique. Il l'a dit très clairement. Là aussi, nous avons beaucoup à offrir dans notre secteur hydroélectrique. Nous avons des capacités hydroélectriques dans tout le pays. Nous avons un nouveau projet — il n'est plus si nouveau que cela, je suppose — entre le Manitoba et le Dakota du Nord, je crois, qui a été mis en service l'année dernière. Vous êtes du Manitoba, je pense, donc vous le savez probablement.

M. Daniel Blaikie: Je le suis, en effet.

Mme Kirsten Hillman: Voilà. Il y a cela, et bien sûr au Québec et en Ontario. Ce sont des projets vraiment, vraiment importants. Ils nous offrent beaucoup de débouchés.

Les États-Unis manifestent un vif intérêt pour le captage du carbone. Ils s'intéressent beaucoup à la technologie permettant de s'assurer qu'il n'y a pas de fuites — je ne suis pas sûre d'utiliser les bons termes — et de plafonner les productions de pétrole et de gaz qui ne sont plus utilisées pour éviter qu'une fuite ne se produise par mégarde dans ces secteurs; encore une fois, si je me trompe de termes, je m'en excuse.

C'est aussi un secteur dans lequel nous avons beaucoup d'expérience. Nous avons de très bonnes innovations au Canada, notamment en matière de capture du carbone et d'autres technologies. Je vois beaucoup de débouchés ici.

Franchement, je pense que nous sommes en avance sur les Américains à bien des égards très importants. Nous devrions en tirer parti. Nous devrions en tirer parti pour nous assurer d'être en mesure de garder notre avance ou au moins d'être des partenaires de choix pour eux alors qu'ils s'engagent dans ces voies.

M. Daniel Blaikie: Excellent.

Je vois qu'il ne me reste pas beaucoup de temps.

• (1805)

Le président: Vous avez 30 secondes, monsieur Blaikie.

M. Daniel Blaikie: Je veux poser cette question, alors peut-être que je vais préparer le terrain, et quand j'aurai quelques minutes à la fin de cette série, j'y reviendrai.

Je suis curieux. Lors de la dernière réunion, des représentants du comité du commerce nous ont dit qu'il y avait très peu de chances que le Canada obtienne une quelconque exemption générale dans le cadre de la politique « Buy America ». Je me demande donc comment, au chapitre des changements climatiques et à la lumière de certains des partenariats sur le climat que nous pourrions former avec les États-Unis — et j'espère que nous le ferons — nous pourrions obtenir des exemptions à la politique « Buy America » au titre d'une stratégie nord-américaine sur les changements climatiques.

Nous avons des entreprises comme New Flyer, à Winnipeg, qui fabrique des bus électriques, des entreprises qui peuvent grandement aider les États et les municipalités des États-Unis à réduire leur empreinte carbone. Le fait de veiller à ce que ces produits et services canadiens puissent pénétrer le marché américain pourrait devenir un élément important de leur propre stratégie. Nous cherchons donc des moyens de nous assurer que la politique « Buy America » ne fait pas obstacle à une stratégie continentale de lutte contre les changements climatiques.

Mon temps est écoulé. J'en suis conscient, monsieur le président, mais...

Le président: Votre temps est écoulé depuis un bon moment, mais je ne voulais pas vous faire perdre votre idée. Nous y reviendrons.

Nous entamons maintenant la deuxième série de questions. La parole est à Mme Alleslev pour cinq minutes.

Mme Leona Alleslev: Merci beaucoup, et merci à vous, madame l'ambassadrice, d'être ici.

Je voulais discuter rapidement des critères d'ouverture de la frontière. Nous perdons des emplois. Nous devons ouvrir la frontière le plus rapidement possible, et nous ne voulons pas mettre en péril la santé et la sécurité des gens — c'est clair. Pour qu'ils puissent planifier, nous devons absolument comprendre quels seront les critères américains — ainsi que les nôtres — pour l'ouverture de la frontière. Quels sont les critères précis qui doivent être respectés pour que l'ouverture soit possible?

Mme Kirsten Hillman: Je comprends cette question, et je comprends le besoin qui la motive. Comme je l'ai dit, parler de ce qui se passe à la frontière est une caractéristique régulière de mes responsabilités ici.

En réponse à cette question, je dois dire que nous avons déjà été en contact avec la Maison-Blanche, avec son comité sur la COVID et, bien entendu, avec le département de la Sécurité intérieure. La frontière a fait l'objet de discussions entre les dirigeants. Ce qui est clair, c'est que l'administration Biden va vouloir aborder cette discussion comme il le fait pour tout ce qui concerne la COVID, c'est-à-dire par étapes, avec soin, de façon très planifiée, en écoutant ses scientifiques, ses experts...

Mme Leona Alleslev: Avons-nous une idée de la date à laquelle nous pourrions disposer de ces renseignements? Il est essentiel de savoir quand nous pouvons... Ils cherchent à faire vacciner leur population d'ici le mois de mai. Dans notre cas, ce sera six mois plus tard. Il est évident que les chaînes d'approvisionnement reprendront lorsque nous serons en mesure d'être ouverts. Ils seront ouverts avant nous, potentiellement, si bien que nos chaînes d'approvisionnement pourraient être exclues. Quand saurons-nous quels sont leurs critères pour que nous puissions les respecter le plus rapidement possible?

Mme Kirsten Hillman: J'ai bien peur de ne pas pouvoir dire quand nous le saurons. Je peux vous dire que nous en parlons constamment.

Mme Leona Alleslev: Merci...

Mme Kirsten Hillman: Me permettez-vous un commentaire? Comme je l'ai expliqué plus tôt, nos chaînes d'approvisionnement fonctionnent. En ce qui a trait au dédouanement de marchandises au Canada et aux États-Unis, les réductions sont infimes par rapport à l'an dernier. Je ne tente absolument pas de nier l'importance de cette question...

Mme Leona Alleslev: Ce n'est toutefois pas ce que nous entendons sur le terrain, madame l'ambassadrice. Les gens ont l'impression de perdre des occasions d'affaires, mais peu importe, il faut ouvrir la frontière. L'ampleur de la relance est directement liée à son ouverture et nous devons comprendre les critères applicables dès que possible. Même chose pour les vaccins qui sont produits aux États-Unis et auxquels le Canada aura accès: l'échéancier est important. Avez-vous une idée de cet échéancier?

Mme Kirsten Hillman: Eh bien, je peux vous dire qu'il y a un contrat avec AstraZeneca, dont le vaccin est produit ici, aux États-Unis, et de ce que j'en sais, la livraison de ces doses au Canada doit commencer au cours du deuxième trimestre. À ma connaissance, tel est l'échéancier.

Mme Leona Alleslev: Merci beaucoup.

La feuille de route est certes exhaustive, mais elle illustre également les domaines où il y a consensus. Je me demande si vous pouvez nous préciser les trois principaux domaines qui ne figurent pas sur la feuille de route et qui sont des priorités canadiennes que nous souhaitons faire progresser.

Mme Kirsten Hillman: Eh bien, je ne suis pas certaine que je...

• (1810)

Mme Leona Alleslev: S'agit-il de la canalisation 5 ou de Keystone XL? Devons-nous plutôt comprendre que ces dossiers sont mis de côté? Le Canada a des priorités. Elles ne figurent pas toutes sur la feuille de route. Quelles sont celles qui ont été omises?

Mme Kirsten Hillman: Si le Canada s'assure avec rigueur que certains aspects de notre relation vont de soi et que d'autres, liés à ce qui se passe au Canada depuis quatre ans, soit depuis le départ de ce président et de certains de ses collègues... Il y a des choses que nous avons faites dont ils ne sont pas au courant et d'autres dont ils ne connaissent pas tous les détails.

Mme Leona Alleslev: Merci, madame l'ambassadrice.

Pourriez-vous me citer certaines des priorités américaines qui ne figurent pas sur la feuille de route afin que nous sachions ce qui pourrait, disons, s'avérer plus controversé dans ce qu'envisage l'administration?

Le président: Madame l'ambassadrice, il vous reste tout au plus 30 secondes.

Mme Kirsten Hillman: Il n'y a pas eu de désaccord du genre: « Nous souhaitons inclure ceci, mais exclure cela. » Je vais être bien franche avec vous. Ce n'était vraiment pas le cas. Nous avons certes discuté de la formulation de certains éléments relatifs à nos activités internationales, de la façon dont nous souhaitions présenter le tout et dans quelle mesure nous voulions être explicites ou rester flous sur certains points. Nous avons parlé de ce genre de choses.

Nous nous sommes demandé s'il y avait suffisamment de coopération internationale dans le cadre de la pandémie, s'il y en avait trop et si elle devait être davantage ciblée sur nos objectifs communs. Il s'agissait de ce genre de choses, mais les grands dossiers sur lesquels nous travaillons sont assez bien compris.

Mme Leona Alleslev: Merci beaucoup.

Le président: Merci beaucoup, madame Alleslev.

Monsieur McKay, vous avez cinq minutes. Je vous en prie, allez-y.

L'hon. John McKay: Si je vous parais surpris, c'est que je le suis. Je ne m'attendais pas à obtenir ces cinq minutes, mais je vous en remercie, monsieur le président. Une telle amabilité vous fera certes monter très haut dans mon estime.

Du point de vue des États-Unis, ce que je trouve intéressant, c'est cette stratégie soutenue envers la Chine et les changements qui pourraient bien en découler. Je suis préoccupé non seulement par l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement, mais aussi par d'autres questions où nous devons harmoniser notre politique commerciale avec celle des Américains. Peut-être pourriez-vous nous donner un aperçu des réalignements envisagés à court terme selon vous.

Mon deuxième point est un commentaire sur la position des États-Unis par rapport à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste ou PTPGP. Le sénateur qui interrogeait la secrétaire Tai à cet effet m'a semblé décrire la réintégration de cet accord comme une perte de temps, et je ne suis pas tout à fait sûr de comprendre ce qu'il a voulu dire.

Peut-être pourriez-vous aider le Comité sur ces deux points, à savoir où nous devons apporter des rajustements par rapport à nos priorités commerciales et à quoi ressemblera notre relation avec les Américains dans le contexte de cet accord commercial à compter de maintenant.

Mme Kirsten Hillman: D'abord, l'une des choses que nous avons apprises, c'est-à-dire que le Canada a apprises, que les États-Unis ont apprises et, je crois, que nombre de nos alliés et partenaires ont apprises, au cours de cette pandémie, c'est que nous devons être plus autosuffisants en matière de chaînes d'approvisionnement essentielles. Qu'il s'agisse des chaînes d'approvisionnement en santé, par exemple pour l'équipement de protection individuelle ou EPI, des chaînes d'approvisionnement alimentaire, des chaînes d'approvisionnement énergétique, voire des chaînes d'approvisionnement de la sécurité nationale, nous devons dans une certaine mesure... C'est là que les minerais essentiels entrent en jeu, car ce type de produits présente également d'importantes utilisations militaires. Nous devons donc veiller à ce que les systèmes nécessaires soient en place pour garantir la fiabilité de ces chaînes d'approvisionnement en période trouble. D'un certain point de vue, cela signifie que nous devons en faire plus nous-mêmes, mais d'un autre, nous devons collaborer davantage avec des alliés en qui nous avons confiance quand arrive le moment décisif.

En me fondant sur la dernière année, j'estime que même si l'administration précédente nous a donné du fil à retordre à de nombreux égards, comme nous le savons tous, quand le moment est venu de vraiment travailler sur des besoins urgents, par exemple en EPI au début de la crise, l'existence de ces chaînes d'approvisionnement et leur interdépendance sont devenues on ne peut plus évidentes. Tout comme nous, nos amis américains ont constaté que nous étions là l'un pour l'autre, si je puis dire, quand est arrivé le moment décisif. Il s'agit de considérations stratégiques importantes pour notre gouvernement et son homologue américain, de même que pour les Européens, nos alliés de l'OTAN et les autres. Ce sera important quand nous réfléchirons aux leçons à tirer de ce que nous avons vécu au cours de la dernière année et à ce qui nous attend.

Pour ce qui est d'harmoniser notre politique commerciale avec celle des États-Unis, je crois qu'il faut aborder la question par l'autre bout de la loupe. Selon moi, ce que l'on constate avec l'administration Biden, c'est qu'elle est prête à harmoniser sa politique commerciale avec la nôtre. L'administration précédente ne respectait pas les traités internationaux que nous avons conclus ni le mécanisme international de règlement des différends. Elle employait des outils qui n'étaient absolument pas conçus pour le règlement usuel des différends commerciaux, imposant ainsi des conséquences économiques à ses partenaires les plus proches. J'estime que la politique de l'ancienne administration était en décalage. En revanche, celle de l'administration Biden s'harmonise à notre vision d'un commerce international ouvert, structuré et fondé sur des règles.

Oh! Je n'ai pas répondu à votre question sur le PTP...

• (1815)

L'hon. John McKay: J'avais une question sur le PTP, mais j'en ai aussi une autre.

Peut-être puis-je la glisser, avec la générosité du président.

Mme Kirsten Hillman: Bien sûr.

Sur le PTPGP, voici comment je comprends la chose... Nous en saurons plus une fois que la représentante américaine au Commerce, Mme Tai, sera en poste et que nous aurons eu l'occasion de discuter davantage avec elle, mais je crois que la priorité des États-Unis en ce moment n'est pas du tout la négociation d'accords commerciaux internationaux. L'administration met vraiment l'accent, comme nous tous, sur les besoins de ses collectivités et de sa population, et veille à faire le nécessaire pour remédier avant tout aux besoins immédiats. Voilà comment j'interprète ce commentaire.

L'hon. John McKay: Dans les déclarations qui ont suivi la rencontre entre le premier ministre et le président, il a entre autres été question de la renégociation du NORAD ainsi que de défense et de sécurité...

Le président: Monsieur McKay, il vous reste 10 secondes.

L'hon. John McKay: Eh bien, on peut facilement répondre à cette question en 10 secondes.

J'aurai peut-être une autre occasion d'intervenir.

Merci, madame l'ambassadrice.

[Français]

Le président: Monsieur Savard-Tremblay, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Bonjour à nouveau, madame l'ambassadrice.

Vous nous avez bien expliqué le principe « Buy America » et la Buy American Act. Comme vous le savez, il s'agit d'une préoccupation canadienne.

À la lumière de vos pourparlers avec le gouvernement des États-Unis, prévoit-on l'adoption d'une loi similaire ici? Croit-on que le Canada répondra par une loi qui pourrait offrir des priorités aux entreprises canadiennes? S'agit-il d'une crainte répandue? Entendez-vous souvent parler?

Mme Kirsten Hillman: À ce sujet, nous commençons toujours par mettre l'accent sur le fait que les politiques privilégiant l'achat américain sont souvent conçues parce qu'on pense que cela va apporter des emplois aux Américains. Pour ce qui est du commerce

entre le Canada et les États-Unis, couper la chaîne d'approvisionnement aurait exactement l'effet contraire. C'est donc là-dessus que nous insistons.

Cependant, il est clair que notre gouvernement va bientôt aussi investir dans notre économie. Il va dépenser de l'argent pour acheter des biens et de l'infrastructure pour le Canada. C'est vrai sur le plan fédéral et c'est sûrement vrai sur le plan provincial aussi.

Je crois donc qu'il y a une question très importante à poser à nos collègues américains: allons-nous continuer sur le chemin de l'ouverture, où nos relations commerciales se soutiennent les unes les autres, ou allons-nous prendre un autre chemin où nous allons couper ces relations, qui sont tellement efficaces, et où nous investirons seulement dans les produits créés par nos propres entreprises?

• (1820)

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Vous ne sentez donc pas de crainte outre mesure. Vous ne sentez pas...

Le président: Il reste trente secondes, monsieur Savard-Tremblay.

[Traduction]

Mme Kirsten Hillman: Pour plus de rapidité, permettez-moi de vous répondre dans ma langue.

Je crois qu'il est important de mettre l'accent sur les points positifs et d'affirmer que le maintien des chaînes d'approvisionnement et des relations qui nous sont mutuellement très profitables va créer de l'emploi. Les arrêter ne peut mener qu'à des pertes d'emploi. En fait, les questions de certains des députés sur la frontière donnent du poids à cet argument. Cela se produit au Canada, mais aussi aux États-Unis.

En outre, je crois qu'au fédéral, et assurément au provincial, on dépensera au cours des prochains mois pour relancer l'économie. Ces fonds permettront aux gouvernements d'effectuer des achats. J'estime qu'il est tout à fait légitime de poser la question suivante à nos amis américains: voulons-nous vraiment opter pour un approvisionnement national qui exclut l'autre pays? Cela ne me paraît pas une très bonne idée, car les Américains profitent énormément eux aussi des contrats d'approvisionnement canadiens.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Savard-Tremblay.

[Traduction]

Monsieur Blaikie, vous avez la parole pendant deux minutes et demie. Je vous en prie.

M. Daniel Blaikie: Merci beaucoup.

Si vous me le permettez, j'aimerais utiliser ces quelques minutes pour revenir sur la question que j'ai posée un peu plus tôt à propos d'un possible front commun contre les changements climatiques pour, si vous voulez, se donner un certain pouvoir par rapport aux initiatives Buy America afin d'obtenir peut-être le relâchement de certaines des pires dispositions de ce programme, à tout le moins en ce qui a trait aux produits et services canadiens qui pourraient aider les municipalités, les états et le gouvernement fédéral aux États-Unis à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Mme Kirsten Hillman: Ma réponse sera un peu plus générale, parce que j'estime qu'elle n'est pas propre aux chaînes d'approvisionnement environnementales. Elle s'applique plutôt à tout le commerce entre le Canada et les États-Unis.

Les politiques de type Buy American sont mises en œuvre dans le but de créer des emplois à l'échelon local. Dans le contexte du commerce canado-américain toutefois, ces politiques ne fonctionnent pas. En fait, elles ont l'effet inverse. Elles entraînent des pertes d'emploi. Ils sont nombreux aux États-Unis à s'en rendre compte. C'est indéniable. Tout notre travail sur le terrain pendant les négociations de l'ALENA a d'ailleurs renforcé cette idée.

La semaine dernière, nos dirigeants ont déclaré qu'une relation économique extrêmement intégrée et qui assure un appui réciproque sera vitale à notre relance économique commune et ils ont lancé cette stratégie pour renforcer les chaînes d'approvisionnement canado-américaines. Bref, comme nous l'avons dit et continuerons de le dire, il est impossible de poursuivre l'intégration des chaînes d'approvisionnement, de renforcer la notion d'une aide mutuelle pour vaincre la récession et se sortir du marasme le plus rapidement possible tout en imposant des exigences relatives au contenu national.

M. Daniel Blaikie: Oui, j'entends ce genre d'arguments généraux, mais à la séance du Comité de mardi, Steve Verheul, quelqu'un que vous connaissez très bien, je crois, s'est avéré fort sceptique quant à la capacité du Canada d'obtenir une quelconque exemption générale ou tout autre genre de repli majeur des politiques Buy America. Je me demande donc si nous avons une stratégie un peu plus ciblée pour certains biens et services afin de veiller à un accès optimal au marché américain.

Mme Kirsten Hillman: Je vous ramène une fois de plus à la différence entre Buy America et Buy American. Les seules politiques applicables au Canada sont celles du programme Buy America. Actuellement, elles concernent l'acier, le fer et quelques produits manufacturiers. Nous faisons avec ces restrictions.

S'il y a des efforts pour resserrer ces mesures, nous allons sans contredit demander une exemption pour tout ce qui s'applique au Canada et qui influe sur les chaînes d'approvisionnement canadiennes.

M. Daniel Blaikie: Il me semble qu'on nous parle d'un projet de loi relatif à des projets d'infrastructure considérables...

Le président: Monsieur Blaikie, je suis vraiment désolé, mais votre temps est écoulé.

Pouvons-nous passer à M. Strahl pendant cinq minutes, s'il vous plaît?

M. Mark Strahl: Merci, monsieur le président.

Merci, madame l'ambassadrice, pour votre exposé.

J'aimerais parler plus particulièrement de la Chine. Est-ce que la question du génocide des Ouïghours et l'incapacité du Canada à le reconnaître ont été soulevées dans le cadre des réunions bilatérales? Je sais qu'un volet portait sur la Chine. Le génocide des Ouïghours n'a pas été mentionné. Il était plutôt question des violations des droits de la personne.

Le nouveau secrétaire d'État et son prédécesseur ont tous les deux clairement déclaré que la situation des Ouïghours en Chine constitue un génocide, alors je me demande si la question a été abordée et si l'administration Biden a fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il se joigne à elle et, bien franchement, à la Chambre des communes, pour reconnaître que ce que vivent actuellement les Ouïghours en Chine constitue un génocide.

• (1825)

Mme Kirsten Hillman: La situation en Chine quant aux violations des droits de la personne en général, et plus particulièrement chez les Ouïghours, a été abordée dans une série de réunions la semaine dernière. Nous avons échangé nos points de vue sur la question. L'administration américaine n'a absolument pas soulevé la question de la position adoptée par le Canada.

M. Mark Strahl: Est-ce que l'administration américaine a soulevé la question de l'incapacité du Canada à exclure l'entreprise Huawei de son réseau de technologie 5G, comme c'est le cas aux États-Unis?

Mme Kirsten Hillman: Non.

M. Mark Strahl: En ce qui a trait au changement de ton ou à la tentative de l'administration Biden de rétablir certaines alliances afin de contrer l'influence chinoise aux États-Unis, les pays qui sont toujours cités sont l'Australie et le Japon, entre autres. Est-ce que le Canada en fait partie, ou est-ce que l'approche de notre gouvernement par rapport à la Chine dans des dossiers comme celui de Huawei ou encore son rapprochement avec la Chine a nui à la capacité du Canada de faire partie de cette nouvelle alliance proposée par l'administration Biden pour contrer l'influence de la Chine dans le monde?

Mme Kirsten Hillman: Qu'il s'agisse des pressions économiques de la Chine, des violations des droits de la personne ou de la sécurité, je dirais que les préoccupations du Canada sont des choses dont nous discutons avec l'administration Biden et que nous avons abordées sur une base régulière avec l'administration précédente. Il ne fait aucun doute qu'entre mon équipe et moi, chaque semaine, ce sont des sujets dont nous discutons bilatéralement. Nous en discutons avec nos collègues du Groupe des cinq. Nous en discutons dans le cadre de l'OTAN. Je sais qu'il n'y a aucune perception de quelque manière que ce soit de la part d'un quelconque homologue américain, présent ou passé, que le Canada est en quelque sorte trop tolérant avec la Chine.

Nous traversons une période incroyablement difficile avec la Chine. Je dirais que nos relations bilatérales sont au plus bas depuis l'arrestation et la détention arbitraire des deux Michael. On connaît en outre les effets que certaines conséquences économiques ont pu avoir sur notre industrie du canola et dans d'autres domaines. Or, je pense que rien ne laisse entendre que le Canada est autre chose que fort. Nous sommes résolument alignés sur tous nos collègues du monde entier qui ont les mêmes valeurs que nous, que ce soit en matière d'économie, de droits de la personne ou de quoi que ce soit d'autre.

M. Mark Strahl: Je ne sais pas combien de temps il me reste, monsieur le président.

M. Mark Strahl: Je vais revenir à la composante énergétique de la réunion d'aujourd'hui. Le gouvernement du Canada vous a-t-il donné le mandat de promouvoir et de commercialiser l'énergie canadienne? Plus précisément, le ministre a dit que le Canada se débrouille bien, du point de vue environnemental, pour produire de l'énergie. De toute évidence, ce message n'a pas été transmis à l'administration Biden en ce qui concerne Keystone XL. Le gouvernement vous a-t-il donné le mandat d'insister sur ce point et de promouvoir nos secteurs pétroliers et gaziers de calibre mondial?

Le président: Vous avez moins d'une minute et demie.

Mme Kirsten Hillman: Oui. Pour être très claire, depuis que je suis ici à Washington, c'est-à-dire depuis environ trois ans et demi, la défense de l'infrastructure énergétique canadienne, de notre secteur pétrolier et gazier, a été l'un des principaux chevaux de bataille de l'ambassade. Nous avons une section entière qui s'occupe de l'énergie, et des personnes qui s'occupent du secteur pétrolier et gazier en particulier.

En 2019, en prévision des élections fédérales et bien avant que le président Biden ne soit même candidat, nous avons travaillé pendant plus d'un an avec l'Alberta et les gens de ce secteur pour assurer que soient diffusées toutes les informations sur ce qui se passe dans notre secteur, sur les innovations qui ont été faites, sur les réglementations qui sont en place et sur les avantages de la relation que le Canada et les États-Unis entretiennent en matière d'énergie, et plus particulièrement sur le plan de l'énergie pétrolière et gazière. Je crois que nous avons présenté des arguments extrêmement solides. Nous en avons parlé à des centaines de personnes pendant un an et demi, y compris aux principaux décideurs.

C'est un véritable défi. L'infrastructure énergétique est une question qui demande beaucoup de doigté. Ce projet particulier était aussi très difficile.

Je viens de l'Alberta. J'ai grandi en Alberta. J'ai beaucoup de famille en Alberta. J'ai de la famille qui travaille dans le secteur de l'énergie en Alberta et en Saskatchewan. Je sais à quel point cette décision a été difficile. Je sais à quel point c'est difficile pour les Canadiens, mais nous y travaillons sans relâche, ici et partout au pays.

• (1830)

M. Mark Strahl: Je vous remercie.

Le président: Je passe à la dernière question et à M. Housefather.

M. Anthony Housefather: Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais partager mon temps de parole avec Mme Bendayan.

Madame Hillman, c'est un plaisir de vous voir. Ayant été à l'école de droit avec vous, j'espère que cela ne vous dérange pas si je vous pose quelques questions d'ordre juridique.

En gros, le premier rapport de ce comité concerne la canalisation 5. Je comprends qu'il s'agit d'un litige privé entre Enbridge et l'État du Michigan et que nous cherchons par tous les moyens à en arriver à une résolution diplomatique. Je comprends cela tout à fait, mais je voudrais simplement demander si le gouvernement du Canada est d'avis que la Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration — qui relève du Département des Transports du gouvernement fédéral américain — a le pouvoir d'annuler la décision de l'État du Michigan de révoquer la servitude? C'est ma première question.

Deuxièmement, sommes-nous d'avis que la législature de l'État du Michigan a le pouvoir d'annuler la décision de l'exécutif de l'État du Michigan si le Sénat et les représentants du Michigan votent dans ce sens?

Troisièmement, si rien de tout cela ne se produit, le gouvernement du Canada pense-t-il que nous avons la capacité en tant que pays d'intervenir pour empêcher le Michigan de révoquer la servitude, que ce soit par l'intermédiaire d'accords bilatéraux avec les États-Unis ou de traités internationaux dont nous faisons partie?

Mme Kirsten Hillman: Merci, monsieur Housefather. Je sais que vous avez posé ces questions juridiques à tous les témoins, et je crains que mes réponses ne vous satisfassent pas davantage que les leurs.

Ce sont toutes des questions importantes. Je ne le nie pas.

Sur la première question, je n'ai pas de véritable réponse à donner.

En ce qui concerne la révocation de la servitude, je crois comprendre qu'il ne s'agissait pas d'un décret. Cela s'est fait selon les termes de la servitude elle-même. En ce qui concerne cette loi particulière, je ne sais pas et nous ne savons pas — et je présume que des discussions et des analyses sont en cours — si elle fait l'objet d'une sorte d'intervention de la part de l'assemblée législative de l'État. Je suis certaine qu'ils examinent cette question eux-mêmes, parce que la législature de l'État du Michigan soutient, dans l'ensemble, la canalisation 5, comme vous le savez tous, j'en suis persuadée.

Ce sont des questions importantes dans ce qui devient un ensemble de litiges assez complexe et enchevêtré. Notre consul à Detroit est régulièrement en contact avec le corps législatif pour discuter de cette question avec les membres de la législature, ainsi qu'avec le bureau du gouverneur et son personnel. C'est probablement lui qui sera à même de comprendre le plus rapidement la position du corps législatif. C'est quelque chose que nous allons surveiller. Il est évident qu'il s'agit d'une question interne qui relève de l'appareil politique de cet État.

En ce qui concerne ce que le gouvernement du Canada peut faire ou ne pas faire sur le plan juridique relativement à cet enchevêtrement de considérations juridiques, nous sommes en train d'évaluer la chose. C'est la réponse honnête que je peux vous donner. Nous examinons cela. Nous l'évaluons. Nous ne fermerons aucune porte, et nous prendrons la décision qui, selon nous, aura les meilleures chances de garantir que cette question sera résolue et que nous aurons l'assurance que la canalisation 5 sera maintenue.

M. Anthony Housefather: Merci, madame Hillman.

Madame Bendayan, je vous cède la place.

Mme Rachel Bendayan: Merci, cher collègue.

Merci, madame l'ambassadrice, d'être avec nous ce soir.

Comme les Canadiens nous écoutent, je voudrais profiter de l'occasion pour clarifier quelques points. Bien sûr, comme vous l'avez mentionné précédemment, aux termes des traités de l'OMC, le Canada est exempté des exigences de la Buy American Act.

L'initiative « Buy America », qui a fait l'objet de certaines discussions ce soir et qui sera le sujet de notre prochain débat, est un problème. Je voudrais clarifier les choses, car mon collègue a, je pense, évoqué un projet de loi sur les infrastructures qui n'existe pas encore. Je tiens simplement à signaler qu'il y a effectivement une discussion au sujet d'un projet de loi sur les infrastructures aux États-Unis, mais qu'il n'y a encore rien sur la table.

Deuxièmement, en ma qualité de secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, Mme Ng, je peux dire que nous n'avons pas retiré notre pied de l'accélérateur. Nous continuons résolument à faire pression sur nos homologues à ce propos, et j'imagine que c'est la même chose pour vous.

Madame l'ambassadrice, pouvez-vous dire si vous continuez d'appuyer sur l'accélérateur à ce sujet?

• (1835)

Mme Kirsten Hillman: Vous voulez parler de la question du Buy American Act?

Mme Rachel Bendayan: Je parle des dispositions « Buy America ».

Mme Kirsten Hillman: Disons simplement qu'il y a beaucoup de pédales d'accélérateur, alors la réponse est un oui sans équivoque. Encore une fois, au risque de passer pour un disque qui saute, je dirai que de manière générale, et depuis de nombreux mois, nous tendons la main ici à Washington — comme le font évidemment nos collègues à Ottawa — à la nouvelle administration, au Congrès, au monde des affaires et aux dirigeants syndicaux. Or, tous soutiennent notre point de vue selon lequel, dans le contexte d'une reprise économique — et en particulier celle que nous venons de connaître avec ces enjeux concernant la chaîne d'approvisionnement —, nous devons redoubler d'efforts pour favoriser l'intégration et l'entraide mutuelle. Nous avons des alliés dans toutes sortes de milieux ici aux États-Unis, et nous sommes constamment en train de faire des téléphones.

Voilà un des aspects qu'il convient de souligner. Cette question a été soulevée lors de chaque contact ministériel qui s'est produit jusqu'ici. Même dans les domaines où cette question est peut-être moins évidente, c'est une priorité essentielle pour le Canada, et c'est la raison pour laquelle elle est soulevée systématiquement.

Je pense que le travail va se poursuivre, car le projet de loi sur les infrastructures, comme vous le soulignez à juste titre, n'est pas encore en place. Toutefois, nous avons eu des conversations d'une franchise exemplaire, et ce, jusqu'au sommet, sur cette politique particulière et sur ce qu'elle pourrait signifier. Les problèmes qu'elle pourrait entraîner pour nos deux pays — pas seulement pour nous, mais pour eux aussi — ont été évoqués, et je crois que ces voix sont entendues.

J'aimerais souligner une chose. La rapidité avec laquelle cette administration nous a contactés pour amorcer la conversation a été phénoménale. J'ai eu l'honneur d'assister à l'inauguration, et pour ceux d'entre vous qui sont déjà venus ici — et j'espère que les autres pourront venir une fois que tout cela sera derrière nous —, vous savez que l'ambassade du Canada se trouve juste en bas de la rue du Capitole. Or, avant même que je ne retourne à mon bureau, de hauts responsables de la Maison-Blanche m'avaient téléphoné pour prendre contact et discuter des priorités essentielles du Canada. Ainsi, lors de cette discussion qui s'est tenue le premier jour de la nouvelle administration, tous ces enjeux ont été soulevés, qu'il s'agisse de nos relations dans le domaine de l'énergie, des infrastructures énergétiques, des dispositions « Buy American » ou de la question du bois d'œuvre.

Le président: Merci, madame Bendayan. Voilà qui met fin à nos séries de questions.

J'espère, madame l'ambassadrice, que vous me permettrez de poser une brève question. Je sais que la journée a été longue. C'est une question à la fois pratique et philosophique. Mon collègue, M. Housefather, a parlé de l'aspect pratique du débat qui se déroule au Michigan afin de déterminer qui, du Département des Ressources naturelles ou de la Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration, réglemente vraiment le pipeline. C'est un aspect sur lequel nous ne pouvons pas vraiment nous prononcer.

L'autre aspect est de savoir si l'engagement fédéral se situe à l'échelon de l'exécutif ou à l'échelon ministériel. Nous savons aussi que nous avons des relations commerciales très étroites avec eux, et qu'il y a par conséquent beaucoup de liens connexes.

Je dis cela aussi parce que j'ai été étudiant aux États-Unis pendant trois ans, à Boston. Je comprends aussi les liens que les gens peuvent avoir entre eux. Lorsque nous avons négocié l'ALENA, lorsque nous avons adopté cette approche pangouvernementale, nous avons inclus la société civile, le monde des affaires, la culture et, bien sûr, la filière diplomatique et gouvernementale.

Que faisons-nous pour encourager cette proximité, en particulier avec la nouvelle administration, d'autant plus que beaucoup d'entre nous ont des amis et des parents aux États-Unis? La société civile a-t-elle une place dans la suite des choses?

Mme Kirsten Hillman: Oui, je pense qu'il y en a toujours.

Une chose qui me paraît assez évidente depuis que je suis ici, c'est que les relations entre le Canada et les États-Unis sont vastes. Il y a littéralement des millions d'interactions entre Canadiens et Américains chaque jour, des entreprises aux familles, en passant par les universitaires et, parfois, les touristes. Il y a [*Difficultés techniques*]... Pour quelqu'un comme moi ou pour des personnes comme vous qui s'intéressent aux affaires canado-américaines, la capacité d'accomplir notre travail repose sur ces millions d'interactions, parce que ce sont elles qui créent ce genre de fibre et qui permettent de comprendre nos deux pays et l'importance qu'ils revêtent l'un pour l'autre.

Je crois qu'une chose qui a été très intéressante pour moi depuis l'arrivée de ce nouveau gouvernement, sinon au cours des dernières semaines — et je pense que vous pouvez le voir si vous regardez cette feuille de route —, c'est que dans nos discussions avec les Américains, nous fonctionnons beaucoup moins comme nous le ferions avec n'importe quel autre pays. Ce que je veux dire, c'est que lorsque nous parlons entre nous, il ne s'agit pas foncièrement d'une discussion qui s'inscrit dans le cadre de relations étrangères puisque les choses qui nous importent vraiment dans nos relations avec les Américains sont beaucoup plus des questions intérieures.

Comme nous en avons parlé aujourd'hui, il s'agit de questions telles que les infrastructures énergétiques, les chaînes d'approvisionnement, les frontières, les personnes qui souhaitent faire la navette entre les deux pays, l'alignement de nos politiques et réglementations climatiques, l'alignement de nos réglementations en matière de transport et la garantie que lorsque des fonds considérables doivent être engagés pour les infrastructures, les retombées seront partagées entre nous. Ces questions sont beaucoup plus ciblées, et je n'ai même pas encore abordé la question de l'application de la loi, qui est un tout autre domaine, un domaine sur lequel nos services de police et nous-mêmes travaillons chaque jour.

En ce qui concerne nos relations, je pense que c'est Condoleezza Rice, si je ne m'abuse, qui a dit qu'au Canada et aux États-Unis, nous parlons d'enjeux de copropriété. C'est comme si nous vivions en copropriété, et que les choses sur lesquelles nous collaborons ont à voir avec le fait que nous vivons dans le même espace. La plupart du temps, c'est bien, mais parfois, ce ne l'est pas, comme quand ils ne pellettent pas leur marche ou qu'ils ne réparent pas un toit qui fuit ou que nous ne le faisons pas. Parfois, c'est bien. Parfois, c'est plus difficile. La relation que nous avons avec les États-Unis est très différente de celle que nous avons avec la plupart des autres gouvernements étrangers, et c'est à cause de tous ces liens interpersonnels.

• (1840)

Le président: Merci beaucoup, madame Hillman. Je sais que je me fais l'écho de millions de Canadiens en vous souhaitant la meilleure des chances pour votre travail auprès de ce nouveau gouvernement. Je sais que vous serez aussi efficace que vous l'avez toujours été.

Au nom du Comité, je tiens à vous remercier d'avoir pris ce temps avec nous et de nous avoir fait part de vos réflexions. Nous vous sommes profondément reconnaissants pour les idées que vous nous avez apportées, pour ce genre d'idées que nous ne retrouvons pas habituellement dans la presse. Merci de nous avoir fait part des

choses que vous avez retenues de vos négociations ainsi que des histoires et anecdotes qui nous montrent vraiment à quel point nos deux pays sont alignés l'un sur l'autre et comment il serait possible, à l'avenir, de pousser cet alignement encore plus loin pour affronter les défis communs auxquels nous sommes confrontés.

Au nom de tous mes collègues, je vous remercie beaucoup. Nous vous souhaitons la meilleure des chances.

Mme Kirsten Hillman: Merci beaucoup, et merci de m'avoir reçue.

Merci de me faire part de ce qui est important pour vous et vos concitoyens, car il est évidemment essentiel pour moi et toute mon équipe de nous tenir très au courant de ce à quoi vous pensez et de ce sur quoi vous travaillez. Merci d'avoir pris le temps de me parler.

Le président: Merci.

J'ai un dernier rappel pour mes collègues. La liste des témoins est attendue demain à 16 heures. Si vous pouviez en faire une priorité et la faire parvenir au greffier, ce serait formidable.

Merci beaucoup à tous. Je vous souhaite une bonne soirée. La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>